

Thème : DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN AFRIQUE : Analyse comparative des expériences du Maroc et du Niger

RÉALISÉ PAR :

- VICTORIN AKOCHAYE ADAM YANNICK

- NUMÉRO D'APOGÉE : 20000399

ENCADRÉ PAR :

- PR. ERRACHID MAJIDI

RÉSUMÉ :

Sous l'inspiration des théories novatrices d'Amartya Sen, ce mémoire examine le développement humain en Afrique sur les défis et les opportunités auxquels le continent est confronté. L'objectif principal de cette étude est d'analyser les différents facteurs qui influent sur le développement humain en Afrique et de proposer des pistes pour stimuler une croissance durable et inclusive.

Nous avons ainsi adopté une approche qui combine une revue de littérature, des données statistiques et une étude de cas comparative entre le Maroc et le Niger afin d'établir le niveau de développement humain dans les différents pays africain à travers des indicateurs clés tels que : l'Indice de Développement humain, l'accès à l'éducation, la santé et l'emploi.

Cependant les résultats de notre analyse révèlent que l'Afrique fait face à de nombreux défis en matière de développement humain, notamment des taux élevés de pauvreté, un accès limité à l'éducation de qualité et des systèmes de santé fragiles.

Nous avons alors conclu que pour promouvoir le développement humain en Afrique, des mesures clés doivent être prises. Cela comprend des investissements accrus dans l'éducation et la santé, la création d'emplois durables, la promotion de l'égalité des genres, la protection de l'environnement et le renforcement des infrastructures. De plus, une collaboration internationale et des politiques favorables au développement économique et social sont essentielles pour soutenir les efforts de développement humain en Afrique.

Remerciements

Après avoir exprimé ma gratitude envers Dieu le Tout-Puissant et le Miséricordieux, je souhaite adresser mes sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce document. Je tiens particulièrement à remercier :

- Monsieur Errachid Majidi, mon directeur de mémoire et professeur à la faculté d'économie et de gestion (FEG) de Settat, pour sa disponibilité, sa rigueur, ainsi que son écoute et son ouverture aux échanges.
- L'ensemble du corps professoral de la FEG, en particulier le département d'économie, qui m'a offert une formation remarquable.
- Mes chers parents, qui ont toujours été présents et m'ont soutenu tout au long de ce parcours.

Sommaire :

Liste des Acronymes

Liste des figures et tableaux

Introduction générale

- Contexte générale de l'étude
- Concept étudié
- Problématique
- Déclinaison des objectifs du travail

CHAPITRE I : Le développement humain : Cadre théorique et conceptuel

- I. Rappel des principales théories économiques précédant celle du développement humain
 - 1. La théorie de la croissance économique
 - 2. La théorie du capital humain
 - 3. Le programme d'ajustement structurel
 - 4. Les théories de la croissance endogène
- II. Le développement humain : Que nous apprennent les théories ?.....
 - 1. La naissance du concept
 - 2. Définition du concept de développement humain

CHAPITRE II : Les déterminants du développement humain en Afrique

- I. Mesure du développement humain
- 1. Les différents indices de mesures du développement humain
 - 2. Calcul de l'IDH
 - 3. Les insuffisances de l'IDH
- II. Les déterminants du développement humain en Afrique
- 1. Les facteurs socio-économiques
 - 2. Les facteurs politiques
 - 3. Les facteurs culturels

Chapitre III : Les politiques de développement humain en Afrique

- I. Les stratégies de développement dans le domaine de l'éducation
- II. Les stratégies de développement dans le domaine de la santé
- III. Les stratégies de développement dans le domaine de l'emploi

CHAPITRE IV : Étude de cas et analyse comparative du développement humain au Maroc et au Niger

- I. Etat des lieux et dynamiques du développement humain au Maroc
 - 1. Qualité du développement humain : Etat de lieux et avancés
 - 2. IDH et IDHN au Maroc
 - 3. Les perspectives du développement humain au Maroc
- II. Etat des lieux et dynamiques du développement humain au Niger
 - 1. Valeur de l'IDH et classement du Niger
 - 2. Les perspectives du développement humain au Niger
- III. Comparaison des niveaux de développement humain entre le Niger et le Maroc

Conclusion

Bibliographie

Liste des acronymes :

CEA : Commission Économique pour l'Afrique

CESA : Stratégie Continentale de l'Éducation

FMI : Fonds Monétaire International

IDH : Indice du Développement Humain

IDHN : Indice du Développement Humain National

IDHA : Indice de Développement Humain Alternatif

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

ODD : Objectifs du Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONDH : Observatoire National du Développement Humain

ONU-FEMMES : Organisation des Nations Unies pour la défense des Femmes

OS : Objectifs stratégiques

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parités de Pouvoir d'Achat

RNB : Revenu National Brut

UA : Union Africaine

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la population

UNESCO : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Liste des figures et tableaux

Figure 1 : Etat des dépenses en santé et éducation pendant les PAS

Figure 2 : Budget des armées dans les dépenses nationales avant 1990

Figure 3 : Taux de pauvreté de 1,90 dollar pour l'Afrique et le reste du monde (1981-2021)

Figure 4 : Pays présentant des conflits en Afrique

Figure 5 : Prévalence des mutilations génitales féminines par rapport au soutien 100 accordé aux femmes âgées de 15 à 49 ans dans différents pays, de 2004 à 2018

Figure 6 : Pourcentage moyen d'enseignants possédant les qualifications minimales requises par région, 2016-2020

Figure 7 : Proportion moyenne d'établissements scolaires disposant de : l'accès à l'eau potable par région (2016-2020)

Figure 8 : Pourcentage moyen d'écoles ayant accès à l'électricité, par région, 2016-2020

Figure 9 : Taux brut moyen de scolarisation, indice de parité entre les sexes (IPS) par pays (2016-2020)

Figure 10 : Pourcentage de jeunes de 15 à 24 ans inscrits à un programme de formation professionnelle, par sexe (%) par pays 2016-2020

Figure 11 : Pourcentage moyen d'écoles primaires qui dispensent une éducation au VIH et à la sexualité fondée sur les compétences utiles pour la vie par région, 2016-2020

Figure 12 : Dépenses publiques pour l'éducation exprimées en pourcentage des dépenses totales du gouvernement en moyenne par région, 2016-2019

Figure 13 : Niveaux et croissance de l'IDH de 2012 à 2019

Figure 14 : Évolution de l'IDHN de 2012 à 2019

Figure 15 : Répartition du retard du Maroc en développement humain, par rapport aux pays à développement humain élevé (%).

Figure 16 : Évolution des composantes de l'IDH du Niger entre 1990 et 2019

Tableau 1 : Valeurs maximales et minimales des sous-indices

Tableau 2 : pourcentage de parité des sexes en Afrique (2016-2020)

Tableau 3 : Quelques données sur le VIH/ SIDA

Tableau 4 : Disponibilité du personnel médical dans la région Africaine

Tableau 5 : Caractéristique des médecines traditionnelles et modernes

Tableau 6 : Profil démo-socio-économiques du Maroc

Tableau 7 : Évolution de l'IDH du Niger

Tableau 8 : IDH du Niger comparé à celui de l'Afrique subsaharienne

INTRODUCTION GENERALE :

L'économie du développement, en tant que discipline, a connu une évolution significative après la Seconde Guerre mondiale. Cette période tumultueuse a marqué un tournant décisif dans la façon dont le monde envisageait la croissance économique et le développement des nations.

De nouvelles idées, théories et politiques ont alors émergé pour répondre aux défis auxquels étaient confrontés les pays en développement. Ainsi, dans cette période d'après-guerre, quatre grandes tendances en matière de développement, parfois antagonistes se sont succédées afin de reconstruire toutes les économies dévastées. D'abord, au cours des années 50 et 60, une priorité particulière a été accordée à l'accumulation du capital physique et financier, au développement des infrastructures et à l'exploitation des ressources naturelles. L'accent était mis sur l'agriculture, l'industrie, la substitution des importations et la promotion des exportations. La croissance économique était considérée comme le moteur du progrès social, sans accorder une attention particulière au sort des populations pauvres ni des femmes.

Ensuite dans les années 70, l'importance d'investir dans le "capital humain" est apparue, notamment à travers les politiques d'éducation et de santé. Le facteur humain, en tant que facteur de travail, était de plus en plus reconnu comme un élément fondamental et indispensable pour accroître la productivité, aux côtés des avancées scientifiques et technologiques.

Plus tard, dans les années 1980, la priorité a de nouveau été donnée à la croissance économique, considérée comme une condition préalable à la redistribution. Les chocs pétroliers (intervenus plus tôt dans les années 1970), l'inflation, les crises économiques, monétaires et financières successives, ainsi que la crise de surendettement dans de nombreux pays en développement, ont conduit à la mise en place de programmes d'ajustement structurel (PAS) sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Les efforts ont été axés sur la stabilisation macroéconomique et les réformes économiques structurelles, tout en cherchant à atténuer les coûts sociaux de l'ajustement et des réformes par le biais de mesures sociales d'accompagnement.

Il a fallu les années 90, à la faveur de l'aspiration profonde des populations à la démocratisation, pour qu'un accent tout à fait nouveau soit mis sur l'importance de la démocratie et de l'Etat de droit. Les mots d'ordre ont dès lors porté sur la garantie des droits humains fondamentaux, sur les libertés politiques et civiles, sur l'équité à l'intérieur des générations (lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion), sur l'équité entre les sexes, sur le respect de

l'environnement et sur la bonne gouvernance ¹: **c'est la naissance de la théorie du développement humain**

En effet, la théorie du développement humain a principalement été développée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec l'illustre économiste indien Amartya Sen. Ce concept est apparu afin de compléter celui du développement économique en reconnaissant que la plénitude des êtres humains dans toute ces dimensions ne peut être réduite à des considérations purement économiques.

« Sen a très vite compris que le développement économique ne se limitait pas à la simple croissance économique, car il englobe également les concepts de justice sociale, de durabilité et d'autonomie personnelle »². C'est d'ailleurs la raison pour laquelle « il associe étroitement et de manière prioritaire une approche qualitative du bien-être social à une approche quantitative de la croissance économique ».³

Il fonda alors cette théorie sur quatre aspirations à savoir :

1. Vivre longtemps et en bonne santé ;
2. Accéder au savoir dans ses différentes dimensions ;
3. Disposer de ressources matérielles suffisantes pour mener une vie décente ;
4. Participer librement à la vie communautaire et publique.

C'est ainsi que la notion du développement humain est devenue une approche clé pour la planification et la mise en œuvre des politiques de développement dans de nombreux pays.

Depuis lors, l'application de cette nouvelle approche va amener les gouvernements et organisations internationales à la déclaration du Millénaire le 18 septembre 2000 et à l'adoption des OMD qui seront remplacés plus tard en 2015 par les ODD pour l'horizon 2030 afin de répondre aux différents défis de développement qui se posaient dans le monde notamment en Afrique.

Ainsi, au regard de tout ce qui précède, il convient de s'interroger : la naissance de l'économie de développement, intervenue au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'a-t-elle pas sonné le glas d'une époque, en instituant une nouvelle approche, de laquelle va émerger plus tard le concept phare du développement humain ? Quelle est l'originalités de l'approche du développement humain faces aux théories classiques expérimentées jusqu'au début des années 1990 ?

¹ Grefft, A. (2006), Comprendre le développement humain

² Sen Amartya, (2009), The Idea of Justice, Belknap Press

³ Sen Amartya, (1999), Development as Freedom, Anchor Books

Comme nous le savons, l'Afrique est le continent qui traverse le plus de problèmes et défis en matière de développement. Alors, quels sont les signes déterminants du paradigme de Développement humain en Afrique ? Et quelle plus-value apporte-il dans le sens de l'évolution du continent ? Comment promouvoir le développement humain en Afrique, sans oublier les disparités socio-économiques et politiques qui peuvent caractériser les Etats pris singulièrement tels que le Maroc et le Niger ?

Le présent travail se propose de mener une réflexion profonde sur le développement humain tel que conçu selon la vision africaine. Ce qui nous conduira à une revue du cadre théorique et conceptuel en la matière avant d'aborder les déterminants du développement humain en Afrique, puis les politiques du développement humain implémentées en Afrique. Nous nous attèlerons, in fine, à réaliser une étude comparative du développement humain au Maroc et au Niger.

CHAPITRE I : Le développement humain : Cadre théorique et conceptuel

Introduction du chapitre :

Le développement humain est un sujet d'intérêt majeur dans le monde, où de nombreux pays ont connu des défis économiques, sociaux et environnementaux importants. Ainsi, au cours des années 80, plusieurs nations ont connues des taux de pauvreté importants, surtout dans les pays en développement malgré leur croissance économique. Donc, cette croissance ne s'est pas traduite par une amélioration du niveau de vie des populations mais plutôt par une baisse significative du niveau de l'éducation, de la santé publique et de nombreux autres domaines. Ce paradoxe est à l'origine de la remise en question du concept de développement par les milieux académiques, notamment par les experts du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers le monde, dont les nouvelles réflexions et orientations ont souligné l'importance de l'être humain et de son cadre de vie pour redéfinir le développement.

Cependant, ce premier volet de notre analyse aura pour but dans un premier temps de faire un rappel des doctrines classiques du développement qui ont précédés celles du développement humain puis nous passerons en revue les différentes théories qui ont conduits à la naissance du concept de développement humain et enfin nous essayerons de le définir quand même bien sa complexité.

I. Rappel des principales théories économiques précédant celle du développement humain :

1. La théorie de la croissance économique

La théorie contemporaine de la croissance et du cycle économique est née dans les années 1940 d'une révision dynamique de la théorie keynésienne centrée sur l'accumulation du capital. Initialement, les modèles sous-jacents de la théorie de la croissance étaient pessimistes quant à la probabilité d'une croissance équilibrée du plein emploi. Par conséquent, du point de vue de la théorie classique, l'accumulation de facteurs de production tels que le capital et le travail est la principale source de création de richesse et de croissance économique. D'après David Ricardo, « l'augmentation de la productivité est le résultat de l'augmentation des quantités et de la qualité des facteurs à la disposition des travailleurs »⁴.

Dans cette même lignée, Adam Smith avait affirmé « que l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation est un des moyens permettant l'accroissement de la productivité des individus et de la nation, malgré les coûts qu'il entraîne pour son acquisition »⁵. Sa pensée a eu une très grande influence sur la théorie classique du développement. Smith a aussi « affirmé que la richesse des nations résultait de la division du travail et de la spécialisation, qui permettent d'augmenter l'efficacité de la production »⁶. Il a défendu l'idée que les investissements dans la formation et l'éducation de la main-d'œuvre étaient essentiels pour augmenter la productivité et stimuler la croissance économique. A. Smith, a soutenu qu'il distingue les individus en fonction de leurs qualifications et leurs capacités acquises en s'éduquant. Pour les classiques, l'éducation n'est pas seulement considérée comme un moyen pour le développement des capacités productives des individus. Cette dernière est aussi un moyen d'amélioration morale. Dès lors une attention particulière se développa autour de l'éducation.

2. La théorie du capital humain

La fin du second conflit mondial et le début de la guerre froide ont considérablement influencés la vision et la conception qu'avaient les gouvernements ainsi que les économistes concernant la place et le rôle qu'occupait l'éducation dans les sociétés. C'est en ce sens que le gouvernement des États-Unis a motivé et encouragé la recherche scientifique en créant une filière de recherche en économie de l'éducation à l'université de Chicago au début des années

⁴ David Ricardo, (1817), *Principles of Political and Taxation*

⁵ Adam Smith, (1776), *La Richesse des Nations*, p.309

⁶ Idem

1960. Ainsi plusieurs travaux seront menés au sein de ce programme afin d'apporter un éclaircissement sur la notion de capital humain.

« Ladite théorie a initialement vu le jour grâce aux travaux de l'économiste nommé THÉODORE W. SCHULTZ (1902-1998). En réalité il considère l'éducation et la formation comme étant des éléments clés concernant l'augmentation de la productivité et du revenu des populations. Il a d'ailleurs apporté des contributions majeures à l'économie de l'éducation, en explorant l'impact de l'éducation des enfants et de la formation des adultes sur l'innovation et la productivité. Dans les années 1950, il a écrit un article essentiel intitulé "Investment in man : an Economist's view", qui a eu une influence considérable sur les recherches futures portant sur le capital humain. »⁷

On distingue alors cinq sources de production et d'amélioration du capital humain (Schultz, 1961)

- Les infrastructures et services de santé qui affectent l'espérance de vie et la vitalité des individus
- La formation professionnelle (incluant l'apprentissage) organisée par les gouvernements et organisations
- Le système éducatif de l'école élémentaire au supérieur
- Les programmes d'études et de formation pour adulte organisés par des entreprises
- La migration des individus et des familles pour saisir des opportunités d'emploi.

Ces différents domaines cités ci-dessus étaient largement inexplorés par l'analyse économique. Ainsi les travaux de Schultz ont permis de mieux mesurer le lien entre l'investissement dans ces cinq catégories d'activités et l'accroissement du capital humain.

Il comprit alors que la qualité du capital humain est une ressource rare qu'il faut développer par des incitations appropriées. D'où sa conception selon laquelle il considère que les progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation étaient des variables clés pour expliquer l'évolution économique du XXe siècle.

Toujours dans le cadre de la théorie du capital humain, l'économiste Gary Stanley Becker soutient les travaux précédents de Schultz en définissant le capital humain comme étant « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire »⁸.

⁷ Haji R, (2011), Education, Croissance économique et développement humain : le cas du Maroc, p.19-20

⁸ Gary Becker, (1994), Human Capital

C'est dans cette logique que Becker développe la théorie du capital humain qui fait de la connaissance accumulée et de la santé des investissements comme les autres. Il s'intéressera surtout à l'éducation et à la connaissance dont les implications économiques sont plus riches. Il construit la théorie du capital humain par analogie à la théorie du capital physique.

Selon Becker, « le capital humain est un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité. Il peut croître, se réduire ou devenir obsolète. Il provient de différentes origines, en l'occurrence et notamment, l'apprentissage organisé dans le cadre de l'éducation et de la formation »⁹.

En somme, la théorie du capital humain s'oppose à celle qui relie taux de croissance et accumulation de capital physique. Elle défend alors la thèse selon laquelle « investir en éducation est une des préconditions à une croissance économique soutenue et durable »¹⁰. Ceci nous amène à comprendre que le taux de croissance d'une économie est essentiellement affecté par le taux de croissance de l'éducation et du niveau scolaire de la population active. La valorisation du capital humain a de ce fait conduit à un consensus en faveur d'une expansion massive des systèmes éducatifs.

3. Le programme d'ajustement structurel :

La théorie du programme d'ajustement structurel (PAS) est une approche économique qui préconise la mise en place de politiques économiques visant à stabiliser l'économie d'un pays et à favoriser la croissance économique à long terme. Elle est souvent associée aux programmes de prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Les programmes d'ajustement structurel sont généralement mis en place dans les pays en développement ou en transition économique qui sont confrontés à des problèmes économiques, tels que l'inflation, la dette extérieure, le déficit budgétaire ou la faible croissance économique. Les mesures prises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel peuvent inclure des politiques d'austérité budgétaire, des réformes fiscales, des politiques de privatisation et de libéralisation du commerce.

Cette théorie repose sur l'idée que ces politiques économiques peuvent aider à créer un environnement économique stable et favorable à la croissance économique à long terme. Elle suppose que la libéralisation des échanges, la privatisation des entreprises publiques, la réduction des dépenses publiques, la réforme fiscale et la stabilisation macroéconomique sont

⁹ Gary Becker, (1994), Human Capital

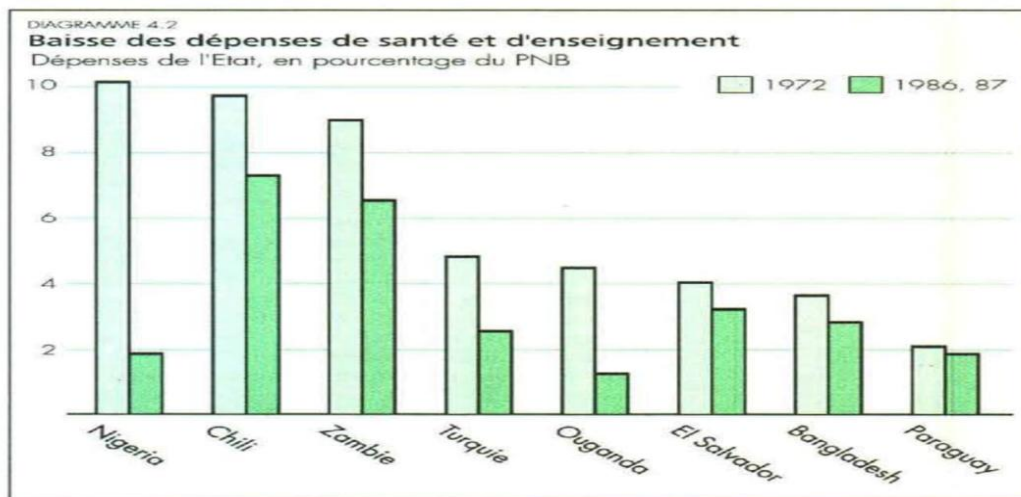
¹⁰ Haji R, (2011), Education, Croissance économique et développement humain : le cas du Maroc, p.24

des mesures essentielles pour stimuler l'investissement, augmenter la productivité et améliorer la compétitivité d'un pays.

Cependant, la théorie du PAS est également critiquée pour ses effets négatifs sur les populations les plus pauvres. Les mesures d'austérité peuvent entraîner des réductions des dépenses sociales, de la santé et de l'éducation, ce qui peut avoir des conséquences néfastes pour les groupes les plus vulnérables de la société.

En somme, la théorie du PAS est une approche économique controversée qui a été mise en œuvre dans de nombreux pays dans le monde. Si certains considèrent que les mesures prises dans le cadre de ces programmes ont permis de stabiliser l'économie et de favoriser la croissance à long terme, d'autres estiment que ces programmes ont eu des effets négatifs sur les populations les plus pauvres.

Figure 1 : Etat des dépenses en santé et éducation pendant les PAS



Source : Rapport sur le développement humain (1990)

4. Les théories de la croissance endogène

Au cours des années 1980 et 1990, l'approche néo-classique de la croissance économique a été renouvelée et a évolué d'une simple approche de croissance exogène à une approche dite de croissance endogène. « La théorie de la croissance endogène avait pour objectif d'expliquer la croissance de long terme de façon plus efficace que le modèle de Solow (1956), en introduisant le concept du progrès technique endogène émanant des comportements des agents économiques et des incitations politiques¹¹. Cependant, il est important de souligner que cette théorie s'appuie sur l'un des principaux postulats de la théorie néo-classique, pour affirmer que la productivité totale des facteurs est le principal déterminant de la croissance économique à

¹¹ Stéphanie Fraisse-D'Olimpio, (2009), Les prolongements de la théorie du capital humain

long terme. Cette croissance repose principalement sur le niveau de progrès technologique, l'innovation et la recherche ainsi que le développement. Par conséquent, le savoir occupe une place centrale dans l'analyse de ladite théorie »¹².

En effet cette théorie doit sa renommée grâce aux économistes Paul Romer (1986) et Robert Lucas (1988), qui ont insisté sur le caractère endogène tant en matière d'investissement de capital humain, qu'en matière de recherche pour l'explication d'un taux de croissance soutenu et auto-entretenu. Ils soutenaient la thèse selon laquelle le niveau de progrès technologique pouvait être influencé par les choix et les décisions en matière de politique économiques.

Cette théorie de la croissance endogène démontre comment plusieurs facteurs, tels que l'investissement en capital physique, l'investissement en capital public, l'investissement en capital humain, l'apprentissage par la pratique, la division du travail et la recherche et l'innovation technologiques, peuvent générer des externalités positives et ainsi contribuer à la croissance économique de la société. Cette croissance est qualifiée d'endogène car elle ne dépend que des comportements des agents économiques et des variables macroéconomiques.

C'est dans ce contexte que Lucas et Romer ont élaborés deux principaux modèles économiques dans le cadre de la théorie de la croissance endogène. Il s'agit :

- Du modèle d'accumulation du capital humain (Lucas)
- Du modèle du Savoir et de la Recherche (Romer)

a. Le modèle de Lucas : La théorie d'accumulation du capital humain

Le modèle de Lucas (1988) établit une approche selon laquelle la productivité et la croissance dépendent principalement de l'accumulation de capital humain et de connaissances. Ces deux facteurs sont considérés comme les principaux déterminants des différences de taux et de niveau de croissance et de développement entre les pays¹³. La connaissance est considérée comme une marchandise à usage exclusif et concurrentiel. Il est produit par l'éducation et ancré dans l'individu sous forme de capital humain. C'est en ce sens que Lucas déclara que : *« Le moteur principal de la croissance est l'accumulation de capital humain - de connaissances - et la principale source de différences de niveau de vie entre les nations est la différence de capital humain. L'accumulation de capital physique joue un rôle essentiel mais nettement secondaire. Le capital humain se développe dans les écoles, les organisations de recherche, et au cours de la production de biens et de l'engagement dans le commerce. »*¹⁴

¹² Haji R, (2011), Education, Croissance économique et développement humain : le cas du Maroc, p.23

¹³ idem

¹⁴ Robert Lucas, (1993), Making a Miracle, p.270

Le modèle en question se concentre sur l'analyse de l'impact de l'accumulation de capital humain sur la croissance économique. Son objectif principal est de justifier la continuité de la croissance d'une part, et de la diversité des niveaux de revenus d'autre part. Il étudie les fondements économiques de la formation du capital humain, affirmant que chaque individu alloue son temps entre les activités de production et de formation. Chaque unité supplémentaire investie en éducation permet d'accroître la productivité du travailleur et de la firme. Par conséquent, la croissance à long terme résulte d'un compromis réalisé par les agents entre le sacrifice de leur utilité présente et la connaissance qu'ils acquièrent en se consacrant à la formation.

b. Le modèle de Romer : Le savoir comme produit des activités de recherche

Selon la perspective de Romer (1990), le savoir ne peut être intégré aux individus, mais plutôt considéré comme le fruit de l'innovation et de la recherche et développement. Contrairement au modèle de Lucas, le savoir est considéré comme un bien non rival, c'est-à-dire que son utilisation par un agent n'empêche pas son utilisation simultanée par un autre.¹⁵

Cependant, c'est également un bien à usage partiellement exclusif, ce qui signifie qu'il est parfois difficile d'interdire son utilisation pour produire une autre connaissance. Le droit de propriété n'est que partiel. Selon cette perspective, la croissance économique est principalement le résultat de l'accumulation de connaissances. Un pays qui consacre une grande partie de son capital humain à la recherche aura tendance à croître plus rapidement qu'un autre. Le progrès technologique est envisagé comme le résultat des activités d'un secteur de la recherche dont l'objectif est la production de nouvelles "idées" ou connaissances.

Toutefois, la croissance économique était censée générer et diffuser le progrès social. Mais malheureusement, ni le sort des populations pauvres, ni encore moins le sort des femmes ne constituaient une préoccupation du développement. De ce fait, l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées n'était pas une priorité. Nous pouvons alors remarquer l'inefficacité de ces différentes théories économiques qui précèdent. D'où l'apparition du nouveau concept qui n'est sans nul doute que celui du développement humain.

II. Le développement humain : Que nous apprennent les théories ?

¹⁵ Haji R, (2011), Education, Croissance économique et développement humain : le cas du Maroc,

On ne saurait parler du concept du développement humain et expliquer toute la richesse de ses soubassements théoriques, sans dire l'apport majeur du prix Nobel de l'économie Amartya Sen, auquel l'émergence et l'essor du concept doit beaucoup. Ainsi, parmi les travaux de ce dernier nous pouvons alors citer :

- **La théorie des capacités :**

La théorie des capacités d'Amartya Sen est une approche de l'économie et de la philosophie politique qui cherche à évaluer le bien-être des individus en fonction de leur capacité à faire des choix et à réaliser leurs objectifs. Selon cette théorie, la richesse d'une personne ne doit pas être mesurée simplement par son revenu ou ses possessions matérielles, mais plutôt par la gamme de choix qu'elle peut faire dans la vie. Selon Sen, « une personne n'est pas réellement libre si elle n'a pas la capacité de choisir ce qu'elle veut faire de sa vie »¹⁶. Par conséquent, la théorie des capacités se concentre sur l'expansion des choix et des opportunités pour tous les individus, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisés de la société.

Amartya Sen suggère que la théorie des capacités est une extension de la théorie du capital humain, en prenant en compte le rôle de l'éducation au-delà du marché du travail, car la capacité influence l'accès à d'autres marchés comme le logement et la santé¹⁷. La théorie des capacités considère l'éducation comme un moyen pour les individus d'avoir du pouvoir sur leur propre vie. Cette approche semble plus adaptée à l'économie du développement que les théories existantes centrées sur l'investissement en capital humain, le marché du travail ou la gestion des systèmes éducatifs. Dans de nombreux pays, les restrictions à la mobilité sociale et aux libertés peuvent avoir un impact négatif sur le rendement du capital humain. L'introduction de l'évaluation des niveaux de liberté de choix par la théorie des capacités permet alors de mieux différencier les situations de chaque pays et d'apporter des solutions adaptées : ce qui est un apport fondamental dans l'analyse des problèmes de développement. Ainsi, les avantages qu'une personne peut retirer de ses capacités à effectuer des actes valorisés et à être la personne qu'elle souhaite être, sont au cœur de la réflexion d'Amartya Sen. L'approche des capacités évalue donc les avantages individuels en termes de fonctionnements importants au cours d'une vie.

- **La théorie de la liberté et de la démocratie :**

Cette théorie se concentre sur l'importance de la liberté individuelle pour le bien-être humain et le développement social. Selon cette théorie, la liberté est un élément clé de la dignité

¹⁶ Sen Amartya, (1999), Development as Freedom, Anchor Books

¹⁷ Idem

humaine, et elle doit être au centre de toute politique de développement. Amartya Sen définit la liberté comme la capacité de réaliser ses objectifs et de faire des choix importants pour sa vie. Il soutient que « la liberté n'est pas simplement une absence de contrainte ou de coercition, mais plutôt une capacité à agir selon ses propres valeurs et préférences »¹⁸. Par conséquent, la liberté est une condition nécessaire pour que les individus puissent mener des vies autonomes et épanouissantes. La théorie de la liberté et de la démocratie se concentre également sur la dimension sociale de la liberté, c'est-à-dire la capacité de participer pleinement à la vie publique et de faire entendre sa voix. Sen soutient que la liberté ne doit pas être limitée à la sphère privée, mais doit également s'étendre à la sphère publique, permettant aux individus de participer pleinement à la vie démocratique et à la prise de décision.

- La théorie de la justice :

La théorie de la justice d'Amartya Sen s'inscrit dans la tradition de la théorie de la justice distributive, mais elle s'éloigne de cette dernière en mettant davantage l'accent sur la notion des capacités. Selon Sen, « une société juste est celle qui permet à tous ses membres de développer et d'exercer leurs capacités humaines de manière égale, sans égard à leur position sociale ou économique »¹⁹. Pour Sen, la justice nécessite de prendre en compte les différences entre les individus en termes de besoins et de capacités. Il estime que la justice distributive doit être évaluée en fonction de la manière dont elle contribue à éliminer les inégalités dans la capacité des individus à mener une vie épanouissante. Ainsi, une société juste doit viser à augmenter les capacités des plus défavorisés pour leur permettre de réaliser leur potentiel et de participer pleinement à la vie sociale et politique.

1. La naissance du concept

Le développement humain a été conceptualisé dans les années 1980 à la lumière de la critique croissante des indicateurs monétaires traditionnels du développement économique, tels que le PIB.

Historiquement, le développement économique a toujours été associé à la croissance. Ainsi, lors de la phase de construction de la pensée par les pionniers du développement, la croissance économique et le développement étaient considérés comme synonymes.

Néanmoins, il existe une distinction fondamentale entre les deux concepts. La croissance économique est définie comme une augmentation significative, soutenue et durable de la

¹⁸ Sen Amartya, (1999), *Development as Freedom*, Anchor Books

¹⁹ Sen Amartya, (2009), *The Idea of Justice*, Belknap Press

production de biens et de services dans une économie au cours d'une période donnée. Cette variation positive se mesure grâce à l'évolution annuelle de l'indicateur du PIB.

En revanche, le développement économique quant à lui comporte davantage d'implication notamment des améliorations en matière de santé, d'éducation et d'autres aspects du bien-être humain. De ce fait, le développement est considéré comme une combinaison de changements mentaux et sociaux qui permettent à une nation de faire croître de manière cumulative et durable son produit réel global.

Selon cette perspective, les pays qui augmentent leurs revenus sans améliorer l'espérance de vie, réduire la mortalité infantile ou accroître les taux d'alphabétisation échouent dans des aspects importants du développement²⁰. Si l'ensemble du revenu accru se concentre entre les mains d'une petite élite riche ou s'il est consacré à des dépenses militaires, le développement, tel que nous l'entendons, a été limité.

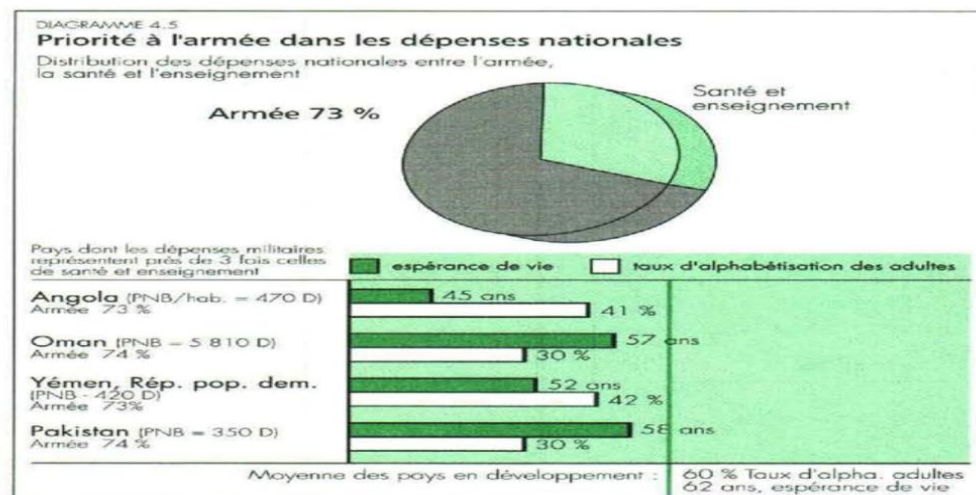


Figure 2 : Budget des armées dans les dépenses nationales avant 1990

Source : Rapport sur le développement humain (1990) :

Les anciennes théories économiques considéraient alors le revenu comme étant un bon critère de mesure de l'ensemble des choix qui s'offrent aux individus puisque c'est ce qui leur permet de les réaliser. Or cela n'est vrai qu'en partie parce que :

- Le revenu est considéré comme un moyen, pas une fin en soi. Il peut être utilisé pour acheter des médicaments essentiels ou des drogues. Le bien-être d'une société dépend de la façon dont le revenu est utilisé et non de son niveau absolu (Figure2).

²⁰ PNUD, (1990), Rapport sur le développement humain, Economica

- L'expérience montre que dans certains pays, un niveau de revenus modeste peut coexister avec une bonne qualité de vie, tandis que dans d'autres pays, une qualité de vie médiocre peut exister malgré des niveaux de revenus élevés.
- Le revenu actuel d'un pays ne fournit que peu d'indications sur ses perspectives de croissance. Si un pays a déjà investi dans sa population, son potentiel de revenus pourrait être bien supérieur à son revenu actuel, et inversement.
- La présence de graves problèmes dans de nombreux pays riches et industrialisés démontre que disposer d'un revenu élevé ne constitue pas en soi une garantie de progrès humain²¹.

C'est alors dans cette optique, que l'idée de "développement humain" est née de la volonté de trouver une solution pragmatique pour réconcilier des approches qui étaient auparavant considérées comme contradictoires dans le cadre d'une stratégie de développement globale. Ainsi la mise en œuvre de cette approche d'une manière isolée a montré ses preuves à travers la satisfaction des besoins humains fondamentaux d'une part, et la recherche de la croissance et de l'efficacité économique d'autre part.

2. Définition du concept de développement humain

Bien que le concept de développement humain soit très riche et ait des implications considérables, il n'est pas facile de le définir de manière unique et simple. Cependant, il est possible de présenter une définition globale et synthétique, telle que celle popularisée par les rapports successifs du PNUD, qui est universellement reconnue aujourd'hui. Par la suite, il est possible d'explorer les multiples facettes et les enjeux profonds soulevés par ce concept.

Dans son premier rapport mondial sur le développement humain de 1990, le PNUD a défini le concept de développement humain comme un processus qui vise à élargir les possibilités de chaque individu, qui sont en principe illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Cependant, cela implique trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. Mais le développement humain ne se limite pas à cela, il englobe également des notions comme la liberté politique, économique ou sociale, la créativité, la productivité, le respect de soi et la garantie des droits humains fondamentaux. Le développement humain doit être centré sur les personnes et présenter deux aspects : la création de capacités personnelles et l'emploi que les

²¹ Guerid, O. (2019), Le développement humain : les dimensions d'un concept

individus font de ces capacités dans leurs loisirs, à des fins productives, culturelles, sociales et politiques. L'amélioration du revenu n'est qu'une aspiration parmi tant d'autres, et le développement ne doit pas être simplement une accumulation de revenus et de richesses, mais doit équilibrer les deux aspects pour éviter une immense frustration.

Dans ce contexte, on comprend alors que le développement humain ne se limite pas uniquement à la progression ou au recul du revenu national. Il a aussi pour objectif de créer un environnement dans lequel les individus puissent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. La véritable richesse des nations, ce sont leurs habitants. Le rôle du développement consiste donc à élargir les possibilités, pour chacun, de choisir la vie qui lui convient. Ce concept dépasse ainsi largement celui de la croissance économique car celle-ci n'est qu'un moyen aussi important soit-il d'accroître ces choix.

Conclusion du chapitre

Dans ce premier chapitre nous avons abordé d'un point de vue purement théorique le thème du développement en général et celui du développement humain en particulier. Ainsi, à l'issue de notre analyse, nous avons compris que les théories qui ont précédées celles du développement humain telles que : la théorie de la croissance économique, la théorie du capital humain et celles de la croissance endogène accordaient déjà une importance particulière à l'éducation dans toute ces dimensions.

Nous avons aussi assimilé que les différentes théories du développement ne sont pas uniquement axées sur des contraintes physiques et financières. Au-delà de ces contraintes, celles-ci incluent la prise en compte de la diversité culturelle, de l'égalité de genre, de la participation citoyenne, de la durabilité environnementale et de la qualité de vie tout en accordant une attention particulière aux opportunités et aux choix disponibles pour chaque individu.

Enfin, la naissance de l'approche du développement humain ouvre de nouvelles voies de réflexion dans la quête d'un développement véritable et durable car les nouvelles théories de la capacité, de la justice et de la liberté nous incitent à placer le bien-être et l'autonomie des individus au cœur de nos préoccupations.

CHAPITRE II : Les déterminants du développement humain en Afrique

Introduction du chapitre

Le développement humain est un concept clé dans l'évaluation du bien-être des individus et des sociétés. Depuis les années 1990, les mesures du développement humain ont évolué pour prendre en compte une gamme de facteurs qui influencent la qualité de vie et le bien-être humain, allant au-delà de la simple croissance économique. Les mesures de développement humain visent à fournir une compréhension plus complète de l'état de développement d'un pays ou d'une région, en incluant des facteurs tels que l'éducation, la santé, l'environnement et les aspects sociaux et culturels.

Ainsi, dans ce deuxième chapitre nous allons examiner les déterminants du développement humain dans le monde notamment en Afrique. Le chapitre sera divisé en deux sections. La section première sera consacrée à l'analyse du principal instrument de mesure de développement humain conçu par le PNUD. Nous évoquerons bien évidemment les limites de ce dernier.

Dans la deuxième section, nous allons étudier les différents facteurs socio-économiques, politiques et culturels sur lesquels le PNUD met l'accent pour déterminer le niveau de développement humain en Afrique.

I. Mesure du développement humain :

1. Les différents indices de mesures du développement humain

Les différents indices créés pour évaluer le développement humain ont pour objectif de mesurer divers aspects du développement humain. Parmi eux, l'indice de développement humain (IDH) est le plus répandu. Cet indice est une mesure composite qui évalue le progrès d'un pays en fonction de trois critères de base du développement humain, à savoir :

- La Santé et la longévité mesurées par l'espérance de vie à la naissance,
- Le Savoir mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation combiné du primaire, du secondaire et du supérieur,
- Le Niveau de vie décent mesuré par le PIB par habitant en parité de Pouvoir d'achat en dollars US (PPA)²².

En ce qui concerne ce dernier critère, de nombreux économistes considèrent que le revenu national est un indicateur suffisant pour mesurer le bien-être humain. Toutefois, bien que la croissance économique soit essentielle pour le développement humain, elle ne représente pas la totalité des enjeux. Les mesures du développement humain prennent également en compte la manière dont les ressources économiques sont utilisées pour valoriser le potentiel humain. Par exemple, des enjeux tels que la participation démocratique aux décisions politiques ou l'égalité des droits entre hommes et femmes ne dépendent pas uniquement du revenu. Il est donc possible que des pays qui ont un revenu par habitant élevé ne soient pas bien classés selon l'IDH et inversement. Par exemple, le Maroc, classé 121^e selon l'IDH, perd près de vingt places par rapport à son classement selon le PIB par habitant, principalement en raison d'un faible taux d'alphabétisation et de scolarisation tous niveaux confondus²³.

En outre, bien que l'IDH soit un indicateur pratique pour mesurer le développement humain, il ne prend pas en compte certains aspects cruciaux tels que la capacité de participer aux décisions qui affectent sa vie ou la jouissance du respect des autres au sein de la communauté. En effet, une personne peut avoir une richesse matérielle, une bonne santé et une bonne éducation, mais si elle ne dispose pas des deux dernières capacités et libertés mentionnées ci-dessus, son développement humain sera limité. Par conséquent, l'IDH ne fournit qu'une mesure globale et ne suffit pas à lui seul pour évaluer l'ensemble des dimensions du développement humain²⁴. De ce fait, Le développement humain est un concept extrêmement large et complexe qui ne peut

²² PNUD, (1990), Rapport sur le développement humain

²³ Idem

²⁴ Grefft, A. (2006), Comprendre le développement humain

être réduit à une mesure sommaire telle que l'IDH. Ainsi, pour mieux appréhender la richesse des dimensions qui le caractérisent, il est nécessaire de compléter cette mesure par d'autres indices. Les rapports successifs sur le développement humain ont donc cherché à élaborer un indice de la liberté humaine, un indice de la liberté politique et même un indice de développement humain alternatif (IDHA), dans le but de couvrir l'ensemble de ces dimensions. Cependant, ces tentatives n'ont pas été totalement satisfaisantes, car elles ont mis en lumière la difficulté de mesurer des aspects qui ne sont pas facilement quantifiables.

Les dimensions non quantifiables de la participation humaine, telles que la liberté politique, l'entrepreneuriat libre, la liberté culturelle et le respect des autres, sont tout aussi importantes pour le développement humain que les critères mesurés par l'IDH, même si leur calcul est plus difficile. C'est pourquoi l'IDH a été accompagné d'une multitude d'autres indices et indicateurs pour mieux refléter les différents aspects du développement humain. Le rapport mondial sur le développement humain de 2004 publié par le PNUD fournit une synthèse de ces indicateurs, que l'on peut consulter dans le tableau ci-dessous :

IDH, IPH-1, IPH-2, ISDH- Mêmes composantes pour des mesures différentes

Indice	Longévité	Savoir	Niveau de vie décent	Participation ou exclusion
(indice de développement humain) IDH	Espérance de vie à la naissance	Taux d'alphabétisation taux brut de scolarisation combiné dans le primaire, le secondaire et le supérieur	PIB/habitant (PPA)	_____
Indice de pauvreté humaine pour les pays en développement (IPH-1)	Probabilité à la naissance de ne pas atteindre 40 ans	Taux d'alphabétisation des adultes	Privation de revenu économique mesurée par : * Pourcentage de la population privée d'accès durable à un point d'eau aménagé * Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale	_____
Indice de pauvreté humaine pour les pays de l'OCDE à revenu élevé (IPH-2)	Probabilité à la naissance de ne pas atteindre 60 ans	Pourcentage des adultes ayant des difficultés à comprendre un texte suivi longue durée (12 mois ou plus)	* Pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté. * Taux de chômage de	Taux de chômage longue durée (12 mois ou plus)
Indicateur sexo-spécifique du développement (ISDH)	Espérance de vie des hommes et des femmes à la naissance	* Taux d'alphabétisation des hommes et des femmes * Taux brut de scolarisation combiné des hommes et femmes dans le primaire, le secondaire et le supérieur	* Revenu estimé du travail des hommes	_____

En plus de ces indices, il est important de mentionner l'indice de participation des femmes (IPF) qui évalue la contribution active des femmes à la vie économique et politique. Il prend en compte des critères tels que le nombre de femmes occupant des postes de parlementaires, de cadres politiques et économiques, ainsi que les différences de revenus entre les sexes qui reflètent l'inégalité des chances entre les genres.

En dépit de ses limites, l'Indice de développement humain (IDH) est largement reconnu comme l'outil de mesure le plus complet pour évaluer le développement humain à travers le monde. Les pays sont souvent classés par région géographique, appartenance à des ensembles

économiques ou critères de développement économique, tels que le PIB par habitant. Toutefois, il est important de noter que cette classification ne prend pas en compte la complexité des différents aspects du développement humain, tels que la participation démocratique et l'égalité des genres, qui sont des facteurs clés pour un développement humain équilibré et durable. C'est pourquoi des indices complémentaires ont été développés pour évaluer ces dimensions importantes. Malgré tout, l'IDH continue d'être l'indice le plus utilisé et reconnu pour mesurer le développement humain à travers le monde.

Ainsi, les pays sont classés selon différents critères tels que leur niveau de revenu, leur appartenance à une région géographique ou économique, et leur développement économique mesuré par le PIB par habitant. La Banque mondiale, par exemple, classe les pays en trois catégories en fonction de leur revenu : pays à revenu élevé, pays à revenu intermédiaire et pays à revenu faible (également connus sous le nom de pays les moins avancés, ou PMA). De son côté, le PNUD utilise l'IDH pour classer les pays en fonction de leur niveau de développement humain : pays à IDH élevé, pays à IDH moyen et pays à IDH faible. Bien que ces deux types de classement soient les plus couramment utilisés, d'autres tentatives ont été faites pour les compléter. Pour le Maroc, par exemple, il est classé dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire et à IDH moyen.

2. Calcul de l'IDH :

L'IDH est calculé en établissant la moyenne arithmétique d'indicateurs illustrant les trois dimensions de développement humain retenues par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

$$\text{IDH} = (\text{Indice de santé} + \text{Indice d'éducation} + \text{indice de niveau de vie}) / 3$$

Avec : - Indice de santé = $(\text{Espérance de vie à la naissance} - \text{Espérance de vie minimum}) / (\text{Espérance de vie maximum} - \text{Espérance de vie minimum})$

Où Espérance de vie minimum et Espérance de vie maximum correspondent aux valeurs minimale et maximale d'espérance de vie enregistrées dans le monde.

- Indice d'éducation = $[(\text{Durée moyenne de scolarisation des adultes} / \text{Durée de scolarisation maximum}) + (\text{Durée attendue de scolarisation des enfants} / \text{Durée de scolarisation maximum})] / 2$
- Indice de niveau de vie = $(\log(\text{RNB par habitant ajusté en fonction du pouvoir d'achat}) - \log(\text{RNB minimum ajusté en fonction du pouvoir d'achat})) / (\log(\text{RNB maximum ajusté en fonction du pouvoir d'achat}) - \log(\text{RNB minimum ajusté en fonction du pouvoir d'achat}))$

Où RNB minimum et RNB maximum sont respectivement les valeurs minimale et maximale de RNB par habitant ajusté en fonction du pouvoir d'achat dans le monde.

Le tableau suivant résume des valeurs maximales et minimales des sous-indices.

Tableau 1 : Valeurs maximales et minimales des sous-indices

Éléments	Maximal	Minimal
Espérance de vie	85 ans	25 ans
Taux D'alphabétisations	100 %	0 %
Taux de Scolarisation	100 %	0 %
Produit intérieur Brut / habitant	40 000 \$	100 \$

Source : Indices et indicateurs du développement humain-Mise à jour statistique 2018

L'IDH est un indice statistique composite dont la valeur est comprise entre 0 et 1. Plus l'indice est proche de 1, plus le pays est considéré comme développé sur le plan humain. Ainsi, selon la valeur de leur IDH, le PNUD classe les pays en quatre catégories :

- Si l'IDH est compris entre **0,9** et **1** alors le niveau développement humain est **très élevé**
- Si l'IDH est compris entre **0,8** et **0,899** alors le niveau de développement humain est **élevé**
- Si l'IDH est compris entre **0,5** et **0,799** alors le niveau de développement humain est **moyen**
- Si l'IDH est compris entre **0** et **4,99** alors le niveau de développement humain est **faible** ²⁵

Exemple : Prenons le cas de d'un pays (X) dont les valeurs des sous-indices sont :

- Espérance de vie (ans) : 77.5.
- Taux d'alphabétisation des adultes : 98
- Taux de scolarisation tous niveaux confondus : 88.3
- PIB réel/hab. : 22000 USD

Après l'application de la formule précédente, on obtient l'IDH en calculant la moyenne arithmétique des trois indicateurs :

-Indicateur d'espérance de vie = 0.875 ; -Indicateur de PIB réel/hab. = 0.900

²⁵ PNUD, (1990), Rapport sur le développement humain

-Indicateur de niveau d'éducation = 2/3 indicateur ; -Somme des indicateurs = 2.703

Valeur de l'IDH = 0.901

On conclut alors que le pays (X) appartient à la catégorie des pays qui ont un niveau de développement humain très élevé.

3. Les insuffisances de l'IDH :

Depuis son introduction il y'a 33 ans, l'IDH a largement été critiqué par des experts du domaine, notamment sur :

a. La fiabilité des informations statistiques communiquées par les différents pays :

En effet, les pays fournissent régulièrement des données sur les différentes composantes de l'IDH, telles que l'espérance de vie à la naissance, l'alphabétisation et la scolarisation, ainsi que le PIB. De ce fait, ces données ne sont pas calculées selon des critères fiables et bien définis, ce qui a suscité des critiques de la part des spécialistes du domaine. Certains de ces experts préfèrent donc se fier aux données communiquées par des institutions internationales dont la crédibilité est souvent avérée, telles que l'UNICEF et l'UNESCO pour la scolarisation, la santé et les conditions de vie des enfants, ainsi que le FMI pour la croissance du PIB. Ce choix est principalement motivé par le manque de crédibilité des systèmes statistiques de nombreux pays dans le monde.

Cependant, seuls 64 pays dans le monde, dont 4 en Afrique (Maroc, Tunisie, Afrique du Sud, Egypte), ont un système statistique qui adhère à la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du FMI.²⁶

b. La parité de la croissance économique et du développement humain

L'indice de développement humain englobe le revenu, qui représente un tiers de sa valeur totale et est étroitement lié à la croissance économique. Il est donc crucial de mesurer l'impact de l'augmentation des revenus sur les deux autres dimensions du développement humain : l'espérance de vie et l'éducation. Cependant, selon le rapport du PNUD de 2010, des études ont montré une corrélation extrêmement faible entre la croissance du revenu par tête (un indicateur exclusivement monétaire) et les autres indicateurs qualitatifs. Le rapport a cité l'exemple de plusieurs pays, tels que l'Iran, le Togo et le Venezuela, où le revenu a diminué mais où

²⁶Guerid, O. (2019), Le développement humain : les dimensions d'un concept

l'espérance de vie a augmenté en moyenne de 14 ans et le taux brut de scolarisation de 31% depuis 1970. Cela démontre clairement les limites de l'utilisation du revenu comme critère de développement humain.

c. Le cadre conceptuel de l'IDH :

Comme mentionné précédemment, l'IDH se base sur trois critères : la santé, l'éducation et le revenu. Cependant, d'autres critères sont tout aussi importants pour déterminer le développement humain et la qualité de vie des communautés, tels que la promotion de la démocratie, la lutte contre la pauvreté, la gouvernance, les libertés, les inégalités et l'exclusion. Ainsi, il ne s'agit plus de se limiter aux aspects quantitatifs du développement humain qui ne concernent que les besoins de base, mais de prendre en compte tous les facteurs qui assurent un véritable développement sur tous les plans aux différentes communautés. Cette étude révèle donc des lacunes dans la conception et la définition de l'IDH.

C'est la principale raison pour laquelle en Afrique, plusieurs autres facteurs sont pris en compte concernant la question de développement dans le but de parvenir à une estimation plus précise du niveau de développement humain.

II. Les déterminants du développement humain en Afrique

En Afrique, depuis l'an 2000, les OMD ont été considérés comme une étape importante dans le cadre du développement humain. Les pays africains ont travaillé à mettre en œuvre des politiques et des programmes pour atteindre les objectifs fixés par les OMD. Ces objectifs avaient pour but de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé et l'éducation, de promouvoir l'égalité des sexes et de protéger l'environnement.

Certains pays africains ont progressé dans la réalisation des OMD. Par exemple, plusieurs pays ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'augmentation de la scolarisation des enfants. Cependant, de nombreux pays africains n'ont pas réussi à atteindre les OMD. La plupart des pays africains n'ont pas réussi à réduire suffisamment la pauvreté, à améliorer la santé des mères et des enfants, et à améliorer l'accès à l'éducation primaire. De plus, l'Afrique a été touchée par des crises humanitaires, des conflits et des catastrophes naturelles qui ont entravé la réalisation des OMD.

C'est dans ce cadre qu'en 2015, vu que le délai de réalisation des OMD était arrivé à terme, l'ONU a lancé les ODD en guise de remplacement des OMD. Les ODD ont un champ d'application plus large que les OMD, et visent à éradiquer également plusieurs maux et handicaps sur les plans socio-économiques, politiques et culturels dans le monde entier

notamment en Afrique. Les ODD visent à guider le développement mondial jusqu'en 2030 en mettant l'accent sur la durabilité économique, sociale et environnementale.

1. Les facteurs socio-économiques :

a. La pauvreté en Afrique :

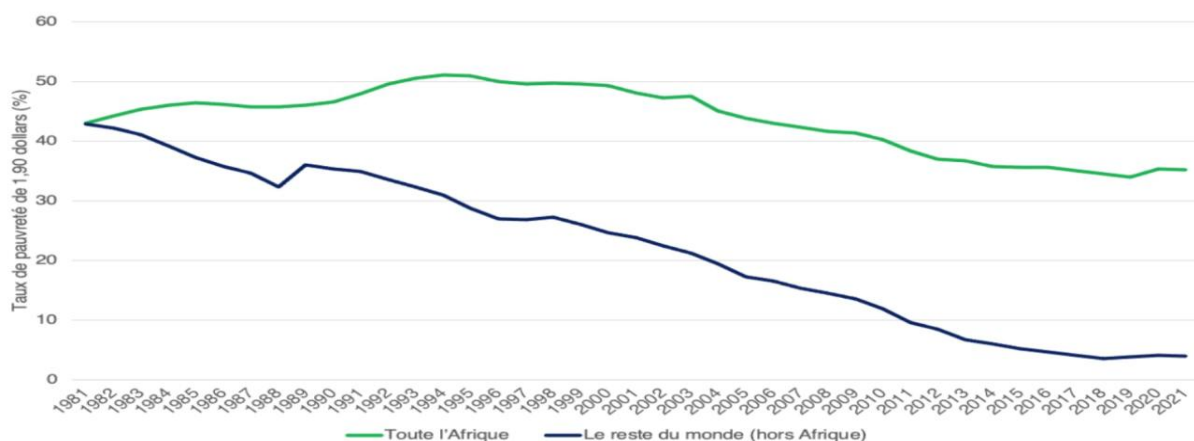
La pauvreté peut avoir des effets profonds et négatifs sur le développement humain dans de nombreux domaines. Elle peut limiter l'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé, à une alimentation suffisante et nutritive, ainsi qu'à des opportunités économiques.

En 2020, l'apparition de la COVID-19 a entraîné l'aggravation de la situation de pauvreté en Afrique, avec environ 30 millions de personnes supplémentaires vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, soit en situation d'extrême pauvreté. Avant la pandémie, le seuil de pauvreté touchait déjà plus de 445 millions de personnes en Afrique, soit environ 34 % de la population. Ce chiffre représentait alors presque neuf fois la moyenne de pauvreté enregistrée dans le reste du monde (ISS, 2022).

De ce fait, à mi-parcours du délai fixé par l'ONU concernant les ODD, Il est peu probable que l'Afrique parvienne à atteindre l'Objectif de Développement Durable numéro 1, qui est l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes, pour 97 % de sa population. En effet, le continent Africain affiche la plus grande part des taux d'extrême pauvreté dans le monde, avec 23 des 28 pays les plus pauvres au monde pour lesquels le taux d'extrême pauvreté est supérieur à 30 %.

En utilisant le seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour comme référence, le taux d'extrême pauvreté de l'Afrique était presque similaire à la moyenne mondiale en 1981, avec un taux de 43,1 % contre 42,8 % pour le reste du monde. Toutefois, en 2015, le taux d'extrême pauvreté en Afrique avait diminué pour atteindre environ 35,5 %, mais il restait 6,8 fois supérieur à la moyenne mondiale. Ceci est démontré par la figure suivante :

Figure 3 : Taux de pauvreté de 1,90 dollar pour l'Afrique et le reste du monde (1981-2021)



Source : La version 7.84 de Ifs, données issues des indicateurs du développement dans le monde.

Après analyse, nous remarquons que dans les années 90, les niveaux de pauvreté des pays africains comme le Nigeria, du Lesotho, de Madagascar et de la Zambie étaient comparables à ceux de la Chine, du Vietnam et de l'Indonésie. Néanmoins, alors que ces derniers ont réussi à réduire considérablement l'extrême pauvreté dans le cadre du développement humain, les pays africains ont échoué.

En Afrique, les niveaux de pauvreté les plus élevés se concentrent en Afrique subsaharienne, où l'on observe des taux d'extrême pauvreté particulièrement élevée. L'Afrique centrale affiche le taux d'extrême pauvreté le plus élevé à 54,8 %, suivi de l'Afrique australe à 45,1 %. Les taux de pauvreté en Afrique de l'Ouest et de l'Est sont respectivement de 36,8 % et 33,8 %. En revanche, l'Afrique du Nord tend à réussir à atteindre l'objectif des ODD en réduisant son taux de pauvreté à moins de 3 % dès 2019.

Les disparités régionales en matière de pauvreté reflètent les écarts importants entre les 54 pays d'Afrique. En effet, dix pays africains enregistrent un taux d'extrême pauvreté dépassant les 50 % en 2019. Le Soudan du Sud, considéré comme le pays le plus pauvre d'Afrique, a enregistré un taux d'extrême pauvreté supérieure à 80 %, tandis que le Burundi, Madagascar, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo ont tous enregistré des taux d'extrême pauvreté supérieure à 70 %. Néanmoins, d'autres pays ont réalisé de bons résultats. Par exemple, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, les Seychelles et Maurice ont eu des taux de pauvreté extrême inférieurs à 1 % en 2019. L'Égypte, le Cap-Vert et la Libye ont également atteint la cible fixée par les ODD.

Le taux élevé de pauvreté extrême en Afrique est dû à plusieurs facteurs, dont le premier est que la croissance économique du continent est largement tributaire des ressources naturelles plutôt que du développement du secteur agricole et rural, qui représente pourtant 85 % des moyens de subsistance des Africains. De plus, la détention limitée des actifs et l'accès restreint aux services publics, combinés à des niveaux de pauvreté initialement élevés, rendent difficile pour les ménages de bénéficier de la croissance. La mauvaise gouvernance, la corruption et les fortes inégalités de revenus sont des facteurs supplémentaires qui exacerbent la pauvreté en Afrique.

Tout ceci nous amène à dire que l'Afrique est en train de perdre la bataille contre l'extrême pauvreté. Toutefois, l'adoption de politiques appropriées pourrait réduire le nombre de pauvres de manière significative.

b. La fécondité en Afrique :

Le lien entre la fécondité et le développement humain est complexe et peut varier en fonction des contextes. Dans les pays développés, il y a une tendance à avoir des taux de fécondité plus faibles, car les femmes ont accès à l'éducation, à la contraception, à l'emploi et à une meilleure qualité de vie en général. Cela leur permet de planifier leur famille et de faire des choix éclairés en matière de fécondité.

En revanche, dans les pays en développement notamment en Afrique, la fécondité est généralement plus élevée que dans d'autres régions du monde. En 2020, le taux de fécondité en Afrique subsaharienne était d'environ 4,6 enfants par femme, tandis que le taux de fécondité mondial était d'environ 2,4 enfants par femme (ISS, 2022).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance, notamment les normes culturelles qui valorisent la fécondité et la grande importance accordée à la famille et à la descendance. Les difficultés d'accès à la contraception et à l'éducation sexuelle sont également des facteurs qui contribuent à maintenir des taux de fécondité élevés.

Les niveaux élevés de fécondité en Afrique ont pour conséquence des taux de croissance économique qui se traduisent par une augmentation moins importante des revenus par habitant. Bien que cela puisse probablement entraîner une réduction du taux de pauvreté extrême, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté risque d'augmenter en raison de la forte croissance démographique du continent africain.

Cependant, il convient de noter que la fécondité en Afrique varie considérablement d'un pays à l'autre, et que certains pays ont vu leur taux de fécondité diminuer au cours des dernières décennies en raison de l'accès accru à la contraception et de l'amélioration des niveaux d'éducation des femmes.

c. L'accès aux ressources en Afrique :

L'accès aux ressources est un facteur important pour le développement humain. Les ressources peuvent inclure l'eau, les terres, les minéraux, l'énergie, les infrastructures, les services publics et les technologies de l'information et de la communication. En Afrique, l'accès aux ressources est limité pour certaines populations, en particulier pour les communautés rurales et les femmes. En réalité, lors de la conférence internationale sur l'eau et l'environnement de Dublin en 1992, un "modèle" mondial de gestion de l'eau a été proposé. Ce modèle reposait sur la gestion intégrée des ressources en eau, les partenariats public-privé et la marchandisation de la ressource en eau. Cependant, l'application de ces politiques en Afrique a révélé leurs limites, notamment en raison des différences significatives dans les configurations hydro-sociales par rapport aux pays du Nord où elles ont été conçues. De ce fait, en 2021, environ 60 % de la

population de l'Afrique subsaharienne ne disposait pas d'un accès minimal à l'eau, ce qui correspond à près de 800 millions de personnes. Même dans les pays les plus riches, comme l'illustre la crise de l'eau survenue à Cape Town en 2018, la situation demeure précaire et caractérisée par de profondes inégalités. Les discours courants sur cette problématique sont souvent teintés de naturalisation, attribuant le manque d'eau à la sécheresse, ainsi que de fatalisme, suggérant que la pénurie d'eau est structurelle en Afrique (Banque Mondiale, 2022) Nous notons quand même une amélioration de l'accès aux ressources des années 90 à nos jours en Afrique notamment l'accès à l'eau potable.

En somme nous notons que l'amélioration de l'accès aux ressources peut se faire par l'intermédiaire de politiques publiques visant à promouvoir l'égalité d'accès aux ressources pour tous, à favoriser la participation des communautés dans les processus de prise de décision et à lutter contre la corruption. Des investissements dans les infrastructures, les technologies de l'information et de la communication et les services publics peuvent également contribuer à améliorer l'accès aux ressources et à promouvoir le développement humain.

2. Les facteurs politiques :

Les facteurs politiques jouent un rôle transversal dans le développement humain en Afrique en influençant la formulation de politiques de développement, la gestion des ressources, la promotion de la bonne gouvernance, la création d'un environnement propice aux investissements et le renforcement des capacités institutionnelles. Une politique efficace et orientée vers le bien-être de la population peut contribuer à améliorer les conditions de vie, réduire les inégalités et favoriser un développement humain durable en Afrique.

Cependant les plusieurs États africains sont très souvent caractérisés par une mauvaise gouvernance, par la corruption et par une forte instabilité sécuritaire.

a. La gouvernance en Afrique :

La relation entre la gouvernance et le développement humain en Afrique est un sujet d'étude et de débat important. Une bonne gouvernance est considérée comme un facteur clé pour favoriser le développement humain dans la région.

Une gouvernance efficace implique des institutions et des politiques transparentes, responsables, participatives et orientées vers le bien-être des citoyens. Lorsque ces principes de gouvernance sont mis en œuvre de manière adéquate, ils peuvent créer un environnement propice à la réalisation du développement humain en Afrique.

La bonne gouvernance favorise l'établissement d'un cadre paisible, stable et sécurisé, propice à la productivité individuelle, à la création de richesse et d'emplois, à la promotion du développement humain, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

Cependant, il suscite des doutes quant à la véritable volonté des gouvernements africains de promouvoir la bonne gouvernance. L'analyste politique Pierre Englebert se demande si ces gouvernements sont réellement engagés envers le développement, étant donné l'absence d'amélioration malgré la prise de conscience de l'importance de la bonne gouvernance pour favoriser le développement. Il souligne une possible contradiction entre les implications normatives du programme de gouvernance et la tendance des élites à maximiser leurs propres intérêts. Il remet ainsi en question l'idée que les gouvernements ont réellement la volonté de promouvoir le développement (Englebert 2005). D'ailleurs, une étude de la CEA soutient que le principal défi réside dans la promotion d'une culture de la bonne gouvernance, essentielle pour une gestion économique rationnelle, une prestation efficace des services et l'autonomisation sociale des populations. Elle met en avant l'importance des capacités en matière de gouvernance pour créer un État compétent et démocratique, une société civile dynamique.

Malheureusement, le constat amer qui est fait est que bons nombres d'institutions gouvernementale en Afrique connaissent une grave pénurie de capacités tels que :

- L'insuffisance des capacités en matière d'analyse des politiques ;
- Le Manque de capacités pour appliquer, gérer, contrôler et évaluer les programmes de développement ;
- Déficiences du personnel sur le plan des qualifications en matière financière et technique et de gestion ;
- Faible capacité de compilation et d'analyse statistiques ;
- Insuffisance des ressources et inefficacité des administrations locales ;
- Absence d'une politique et d'une stratégie appropriées, de décentralisation, ce qui a abouti à une piètre prestation des services ; (rapport sur la gouvernance PNUD 2009)

En somme, nous notons alors que pour progresser, il est essentiel de promouvoir une culture de bonne gouvernance, de renforcer les capacités institutionnelles, de promouvoir la participation citoyenne et de lutter contre la corruption. L'engagement des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale est nécessaire pour

soutenir les initiatives visant à améliorer la gouvernance et à favoriser le développement humain en Afrique.

b. La corruption en Afrique :

La corruption a un impact significatif sur le développement humain, et cela s'applique également en Afrique. La présence de niveaux élevés de corruption compromet les efforts visant à promouvoir le développement humain dans plusieurs domaines.

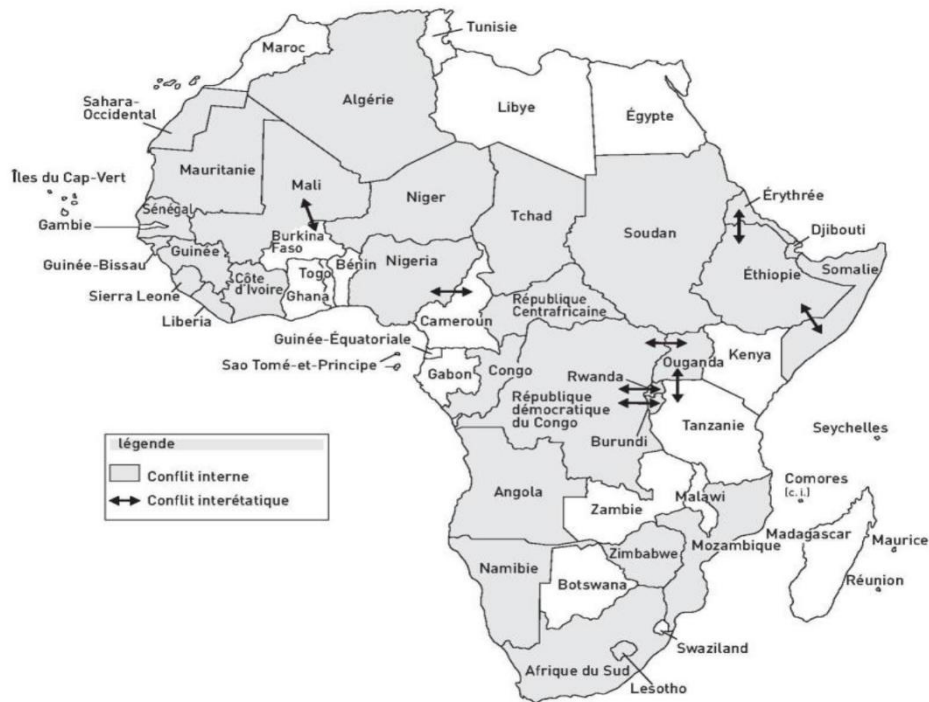
Tout d'abord, la corruption siphonne les ressources publiques qui devraient être utilisées pour fournir des services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé, l'infrastructure et d'autres programmes sociaux. Lorsque les fonds sont détournés par des actes de corruption, il en résulte une mauvaise qualité des services publics et une privation des droits fondamentaux pour les citoyens. De plus, la corruption crée un environnement économique défavorable en décourageant les investissements et en entravant la croissance économique. Les pratiques corrompues, comme les pots-de-vin et les extorsions, créent des barrières pour les entreprises et nuisent au développement du secteur privé. Cela limite les opportunités d'emploi et la création de richesse, ce qui a un impact direct sur le développement humain en privant les individus de moyens de subsistance dignes.

La corruption a également des effets néfastes sur le système judiciaire et l'état de droit. Lorsque la corruption est généralisée, elle affaiblit la confiance des citoyens dans les institutions et les processus judiciaires, ce qui nuit à l'accès à la justice et à la protection des droits fondamentaux. Cela crée un climat d'impunité, où les responsables de la corruption échappent aux conséquences de leurs actes.

De ce fait, Pour promouvoir le développement humain, il est donc essentiel de lutter contre la corruption de manière vigoureuse. Cela implique la mise en place de mesures de prévention, telles que la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne. Il est également crucial de renforcer les institutions chargées de l'application de la loi et de promouvoir une culture de l'intégrité et de l'éthique à tous les niveaux de la société. La coopération internationale peut jouer un rôle important en fournissant un soutien technique et financier pour renforcer les capacités de lutte contre la corruption.

c. Les instabilités sécuritaires et conflits en Afrique :

Rétrospectivement, l'Afrique se révèle en effet comme la région du monde la plus fortement impactée par les conflits armés et les crises politiques susceptibles de dégénérer en guerres¹. Cette réalité est illustrée par la carte et le tableau ci-dessous, qui, bien qu'ils ne soient pas exhaustifs, mettent en évidence un nombre considérable de pays africains touchés par différents types de conflits entre les premières périodes d'indépendance et le début des années 1990.



Les conflits armés et l'instabilité sécuritaire ont des conséquences dévastatrices sur les populations. Les guerres civiles, les attaques terroristes et les violences intercommunautaires entraînent des déplacements massifs de populations, des pertes en vies humaines, des destructions de biens et des traumatismes profonds. Les infrastructures essentielles telles que les écoles, les hôpitaux et les réseaux de transport sont souvent endommagées ou détruites, ce qui réduit l'accès aux services de base et aggrave les conditions de vie.

rapport remarque en outre que « neuf pays sur dix figurant au bas du classement de l'IDH ont connu un conflit violent à un moment donné depuis les années 90.

Ainsi, pour faire face à ces défis, il est crucial de promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique. Cela nécessite des efforts concertés pour résoudre les conflits, promouvoir le dialogue politique, renforcer les institutions démocratiques et investir dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Il est également essentiel d'apporter une assistance humanitaire et de reconstruction aux populations touchées par les crises afin de répondre à leurs besoins immédiats et de soutenir leur rétablissement à long terme²⁷.

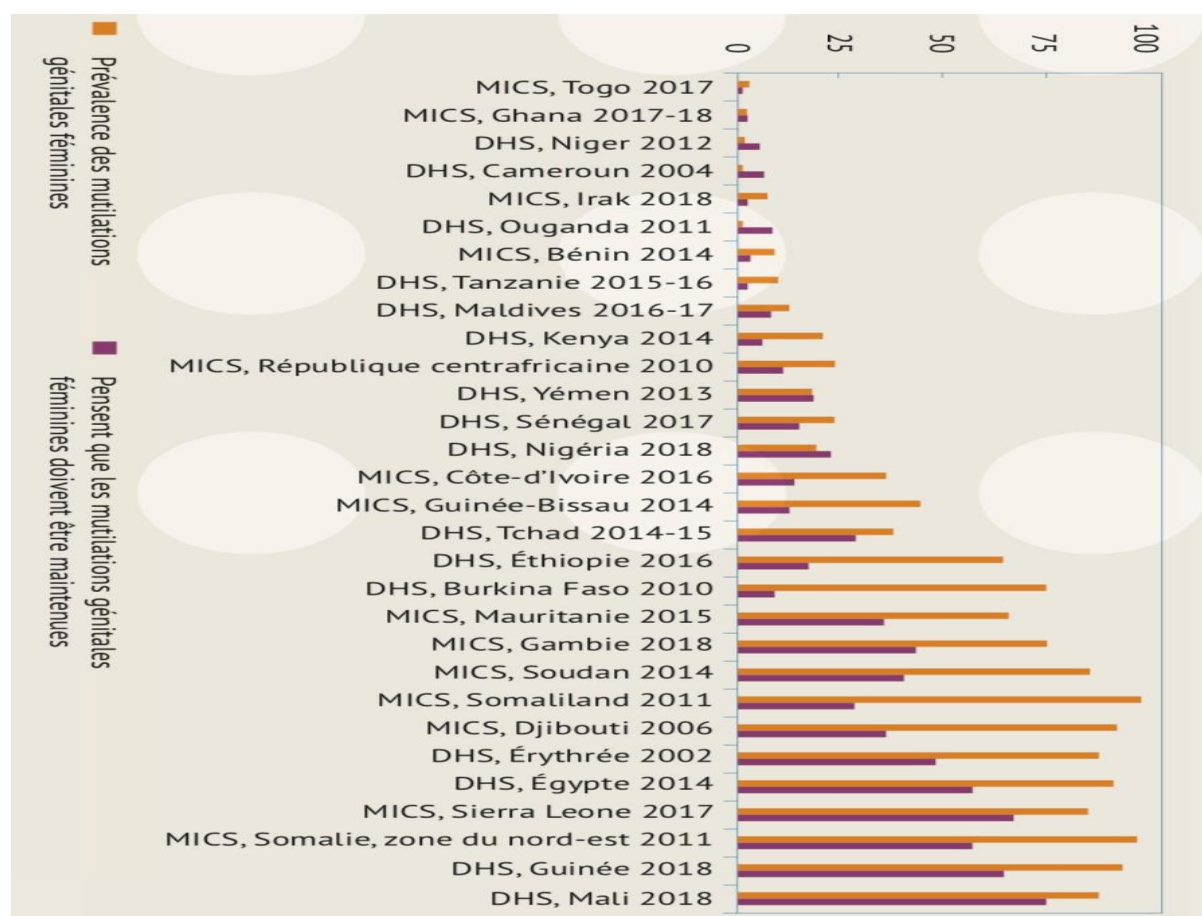
3. Les facteurs culturels :

La diversité culturelle du continent africain englobe des traditions, des valeurs, des pratiques et des croyances qui ont une influence sur la manière dont les sociétés africaines se développent et évoluent. Les normes sociales peuvent être soutenues non seulement par des règles de comportement dans la vie quotidienne, mais aussi par des institutions sociales plus larges telles que la religion organisée, les structures sociales traditionnelles, les systèmes éducatifs et les médias.

Ainsi, selon le rapport de l'UNFPA publié en 2020, les normes sociales et pratiques traditionnelles en Afrique peuvent conduire à ce qu'un comportement collectif qui peut sembler irrationnel se perpétue à travers des générations sans être remis en question. Par exemple, des mères et des pères aimants soumettant leurs filles aux mutilations génitales féminines. Cette dernière est la plus fréquente en Afrique. Cependant plusieurs actions sont mises en œuvre pour lutter contre ce fléau par organisation non gouvernementale en collaboration avec les états africains. Nous pouvons alors observer ce progrès à travers la figure suivante :

²⁷ Presses de l'Université de Montréal, (2010), L'instabilité en Afrique et ses déterminants

Figure 5 : Prévalence des mutilations génitales féminines par rapport au soutien 100 accordé aux femmes âgées de 15 à 49 ans dans différents pays, de 2004 à 2018



Source : Rapport UNFPA (2020)

Il convient de noter que les facteurs culturels ne sont pas statiques et peuvent évoluer avec le temps et les influences extérieures. Ils interagissent également avec d'autres facteurs, tels que les politiques gouvernementales, les conditions économiques et les changements sociaux. Comprendre ces facteurs culturels est important pour élaborer des stratégies de développement qui tiennent compte des contextes et des spécificités culturelles africaines, en favorisant une approche participative et respectueuse des valeurs et des aspirations des communautés locales.

Conclusion du chapitre :

En conclusion, l'étude des mesures et des déterminants du développement humain en Afrique révèle la complexité et la diversité des facteurs qui influencent la réalisation du bien-être et du progrès pour les populations africaines. Les mesures traditionnelles telles que le revenu par habitant, l'accès à l'éducation et aux soins de santé demeurent essentielles, mais il est également nécessaire de prendre en compte les aspects culturels, politiques, économiques, sociaux et environnementaux spécifiques à la région. Les facteurs culturels jouent un rôle clé en influençant les valeurs, les normes et les priorités de développement, ainsi que la cohésion sociale et la solidarité au sein des communautés. Les déterminants politiques et économiques, tels que la gouvernance efficace, la lutte contre la corruption, la stabilité politique et la promotion de l'inclusion sociale, sont également d'une importance cruciale pour créer un environnement propice au développement humain.

Nous notons alors que l'étude des mesures et des déterminants du développement humain en Afrique souligne l'importance de tenir compte des multiples dimensions du bien-être humain, en mettant l'accent sur les aspects culturels, politiques, économiques, sociaux et environnementaux spécifiques à la région. En adoptant une approche inclusive, participative et durable, il est possible de créer les conditions propices à un développement humain équitable et durable en Afrique.

Chapitre III : Les politiques de développement humain en Afrique

Introduction du Chapitre :

Le développement humain en Afrique a connu plusieurs mutations ces dernières années. Il doit ces différentes mutations aux multiples politiques et stratégies mises en œuvre par les gouvernements Africains en collaboration avec les organisations non gouvernementales. Cependant les stratégies et politiques de développement humain en Afrique varient d'un pays à l'autre en fonction de leurs besoins spécifiques et de leurs priorités. Néanmoins, il existe quelques éléments communs dans les approches adoptées par de nombreux pays africains pour promouvoir le développement humain tels que la promotion de l'éducation, de la santé et de l'emploi. De ce fait, nous consacrerons ce chapitre à l'étude des différentes stratégies adoptées par les états africains dans les différents domaines cités plus haut.

Ainsi, la première partie de ce chapitre sera uniquement consacrée à l'étude des stratégies de développement dans le domaine de l'éducation. Ensuite, nous allons explorer les stratégies de développement dans le domaine de la Santé. Nous nous attellerons in fine à examiner de près les stratégies de développement dans le domaine de l'emploi.

I. Les stratégies de développement dans le domaine de l'éducation :

L'éducation est un processus d'apprentissage et de développement des connaissances, des compétences, des valeurs et des attitudes. Elle joue un rôle essentiel dans le développement individuel, social et économique d'une société²⁸.

L'éducation joue aussi un rôle fondamental dans le développement humain. Elle est considérée comme un pilier essentiel pour améliorer les conditions de vie, favoriser l'autonomie individuelle, réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique. Hélas, l'accès à cette dernière est limité. D'où l'ODD numéro 4 adopté par les nations unies. Cet objectif vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie à l'horizon 2030. Les différentes cibles de l'ODD numéro 4 sont les suivantes :

- 4-1 : Assurer l'accès de tous les enfants à un enseignement primaire complet, gratuit, équitable et de qualité, et à des résultats d'apprentissage pertinents.
- 4-2 : Assurer l'accès précoce à l'éducation, aux soins et au développement de la petite enfance, de manière à ce que tous les enfants, y compris les enfants les plus vulnérables, aient accès à des services de qualité.
- 4-3 : Garantir un accès équitable à une éducation de qualité à tous les niveaux d'apprentissage tout au long de la vie, y compris l'enseignement technique et professionnel, à un coût abordable pour tous.
- 4-4 : Augmenter le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences nécessaires à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la participation sociale et économique.
- 4-5 : Éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et garantir l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation et de formation professionnelle pour les filles et les femmes.
- 4-6 : Améliorer les compétences en lecture, en écriture et en mathématiques chez les jeunes et les adultes, en mettant l'accent sur les groupes défavorisés et marginalisés.
- 4-7 : Garantir que tous les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement durable et des modes de vie durables, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la paix et la non-violence, la citoyenneté mondiale et l'appréciation de la diversité culturelle.

²⁸ UNESCO, (2021), Rapport région Afrique

- 4-a : Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous.
- 4-b : Augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement.
- 4-c : Accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

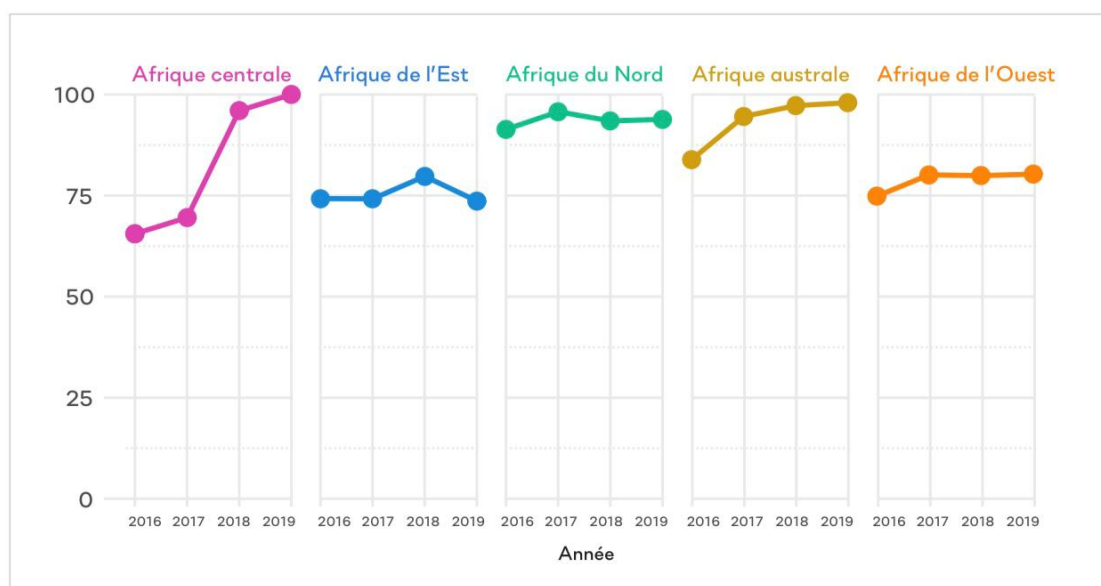
Cependant, outre que les cibles universelles citées plus haut, les pays africains ont aussi établi un vaste programme pour le développement de l'éducation du continent. Ainsi, en 2016, l'Union africaine (UA) a adopté la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique nommée CESA pour l'horizon 2025 dans le cadre de la transformation du système éducatif africain. Cette dernière a été conçue pour associer la coalition la plus large possible à la transformation de l'éducation et de la formation en Afrique. En effet, la CESA 16-25 comporte 12 objectifs stratégiques (Os) qui trouvent une correspondance avec plusieurs cibles de l'ODD 4. Ces objectifs stratégiques sont :

- **Os 1 : Revitaliser la profession enseignante pour en assurer la qualité, la pertinence et l'adéquation à tous les niveaux d'éducation**

Il est directement lié à la cible 4-c de l'ODD 4. Ainsi, le pourcentage moyen des enseignants possédant la qualification minimale requise pour le cycle primaire est passé de 77,8 % à 83,2 % en 2020²⁹. Cette augmentation peut indiquer une amélioration de l'indicateur lié à cet objectif, mais elle pourrait aussi s'expliquer par la présence ou l'absence de points d'entrée à chacune de ces années. Nous pouvons le constater à travers la figure suivante :

²⁹ UNESCO, (2021), Rapport région Afrique

Figure 6 : Pourcentage moyen d'enseignants possédant les qualifications minimales requises par région, 2016-2020

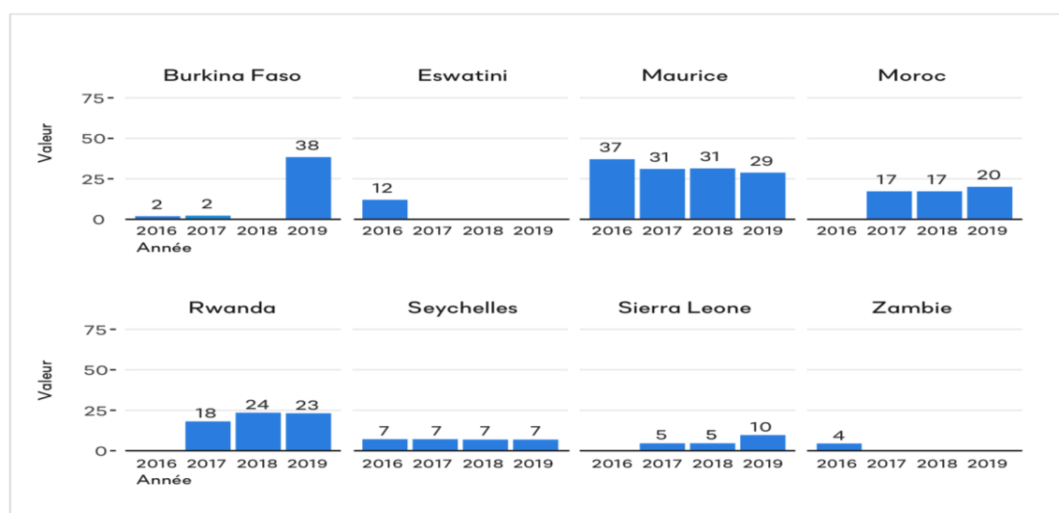


Source : Rapport UNESCO de la région Afrique (2021)

- **Os 2 : Construire, réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un environnement serein et propice à l'apprentissage, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation**

La comparaison de ce dernier durant la période 2016-2020 brosse un tableau stable, avec des écarts considérables entre les régions et aucun progrès important dans l'ensemble des pays. Nous pouvons le constater cela dans la figure suivante :

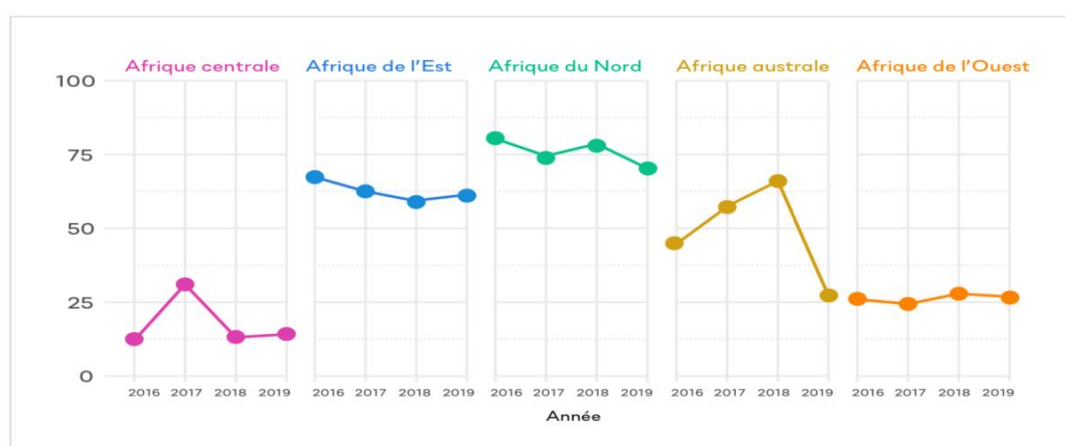
Figure 7 : Proportion moyenne d'établissements scolaires disposant de : l'accès à l'eau potable par région



-Os 3 : Exploiter le potentiel des TIC pour améliorer l'accès, la qualité de l'éducation et de la formation et la gestion des systèmes éducatifs

Étant similaire à l'objectif précédent, os 3 est également lié à la cible 4.a. Il concerne l'électrification et la numérisation des établissements scolaires et lieux de formation. Cependant, Les données concernant l'accès à l'électricité laissent apparaître de grandes différences entre les régions et aucun progrès visibles ces cinq dernières années. En 2019, en moyenne 14 % des écoles primaires des pays d'Afrique centrale avaient accès à l'électricité. La même année, la moyenne des pays d'Afrique du Nord s'élevait à 70 % (Unesco,2021). Ceci est illustré par la figure suivante :

Figure 8 : Pourcentage moyen d'écoles ayant accès à l'électricité, par région, 2016-2020



Source Figure 7 et 8 : Rapport UNESCO de la région Afrique (2021)

- **Os 4 : Assurer l'acquisition de connaissances et des compétences requises ainsi que l'amélioration des taux d'achèvement des études à tous les niveaux et pour tous les groupes, par des processus d'harmonisation nationale, régionale et continentale**

Malgré les progrès réalisés par de nombreux pays dans la réalisation complète du cycle primaire de l'éducation, des inégalités régionales persistent. En effet, le taux brut d'admission en dernière année de primaire est en moyenne de 62 % dans les pays d'Afrique centrale, tandis qu'il atteint 94 % en Afrique du Nord.

- **Os 5 : Accélérer les processus conduisant à la parité et à l'équité des genres**

Elle est directement liée à la cible 4-5. En ce qui concerne l'éducation de la petite enfance, les données disponibles suggèrent que la plupart des pays affichent des indices de parité proches

de 1. Cependant, la situation diffère lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur, où de grandes disparités défavorisent les femmes dans les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, avec des indices de parité inférieurs à 1. Nous notons également que la parité entre les sexes a enregistré de nets progrès dans l'éducation de la petite enfance, mais elle reste un défi à relever dans l'enseignement supérieur. C'est ce qu'en témoigne la figure et le tableau suivants :

Figure 9 : Taux brut moyen de scolarisation, indice de parité entre les sexes (IPS) par pays (2016-2020)

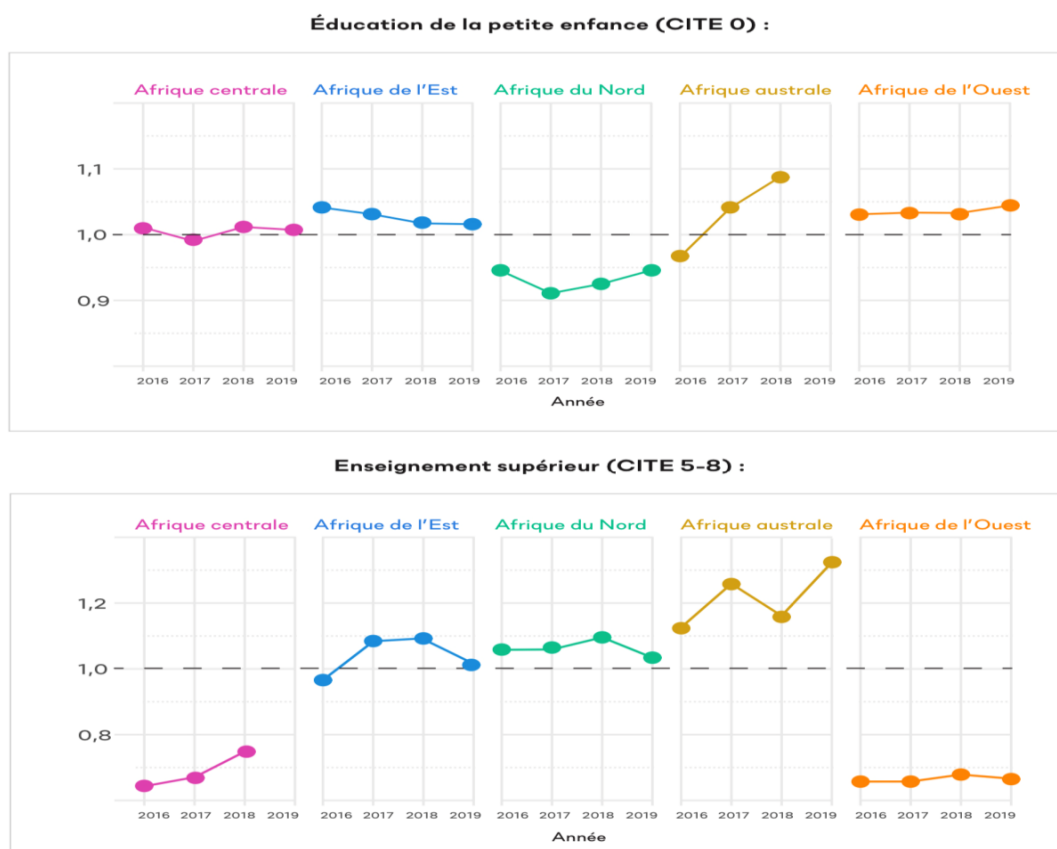


Tableau 2 : pourcentage de parité des sexes en Afrique (2016-2020)

Région	Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Afrique centrale	Burundi	0,5	..	0,5	0,5	0,4	0,3	0,5	0,5	0,6	..	..
	Cameroun	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9	..	..
	République centrafricaine	0,3	..	0,4	..	..	..	..	..	..	..	..
	Tchad	0,2	0,2	..	..	0,2	0,3	..	..	..	..	..
	Congo	..	0,6	0,6	0,8	..	..	..	0,7	..	..	..
	République démocratique du Congo	..	0,4	0,6	0,5	..	..	0,6	..	..	..	..
	Sao Tomé-et-Principe	1,0	..	0,9	..	0,9	1,0	..	..	..	..	..
Afrique de l'Est	Comores	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	..	..	..	..	..	..
	Djibouti	0,8	0,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Érythrée	0,4	..	..	..	0,5	0,7	0,7	..	..	..	..
	Éthiopie	0,4	0,4	0,5	..	0,5	..	..	..	..	..	..
	Kenya	..	..	..	..	..	0,7	0,7	0,7	..	..	..
	Madagascar	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	..	..
	Maurice	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	..	..	..
	Rwanda	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	..
	Seychelles	0,0	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6	..
	Soudan	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	..	..	..	..	..
	Ouganda	0,7	0,7	0,7	..	0,7	..	..	..	..	..	..
	République unie de Tanzanie	0,8	..	0,5	0,5	..	0,5	..	..	..	0,7	..
Région	Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Afrique du Nord	Algérie	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,4	..	..
	Égypte	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	..	..	..
	Mauritanie	0,4	0,4	0,4	0,4	..	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	..
	Maroc	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	..
	Tunisie	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	..
Afrique australe	Angola	..	0,4	..	0,8	..	0,8	0,8	..	..	..	..
	Botswana	..	..	..	..	1,2	1,3	1,3	1,3	..	1,3	..
	Eswatini	..	0,8	..	0,9	..	..	..	..	..	..	..
	Lesotho	..	..	1,3	1,3	1,3	1,3	..	1,4	1,4	..	..
	Malawi	0,6	0,6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Mozambique	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	..	..
	Namibie	..	..	..	..	1,4	1,4	1,4	1,5	..	..	..
	Afrique du Sud	..	..	1,3	1,3	1,3	..	1,3	1,3	1,3	..	..
	Zambie	..	0,4	0,7	..	..	..	..	..	..	..	..
	Zimbabwe	0,7	0,7	0,7	0,8	..	0,8	..	..	..	..	..
Afrique de l'Ouest	Bénin	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	..	..
	Burkina Faso	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	..
	Cabo Verde	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	..	..
	Côte d'Ivoire	0,5	0,7	..	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	..	..	..
	Gambie	0,7	0,6	0,7	..	..	..	..	..	..	..	..
	Ghana	..	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	..
	Guinée	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
	Liberia	0,5	..	0,6	..	..	..	..	..	..	..	..
	Mali	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	..	..	..	..	..
	Niger	0,4	0,4	0,4	..	..	0,5	0,6	0,5	0,4	0,6	..
	Nigeria	0,7	0,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Sénégal	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	..
	Togo	..	..	0,3	..	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	..

Source : Rapport UNESCO de la région Afrique (2021)

- Os 6 : Lancer des programmes d’alphabétisation ambitieux et efficaces pour éradiquer le fléau de l’analphabétisme.

Bien que le taux d’alphabétisation de la plupart des pays ait progressé durant la période 2016-2018, il reste une proportion considérable de jeunes de ces pays qui ont été privés d’alphabétisation surtout en Afrique de l’Ouest.

- **Os 7 : Renforcer les programmes de sciences et de mathématiques chez les jeunes et promouvoir la culture scientifique dans la société**
- **Os 8 : Accroître les potentialités en formation technique et professionnelle dans l’enseignement et supérieur, en renforçant les liaisons bénéfiques entre le monde du travail et les systèmes d’éducation et de formation**

Il est lié à l’objectif 4-3. Les effectifs de la formation professionnelle sont inférieurs à 15 % dans l’ensemble des pays, l’Égypte et les Seychelles enregistrant les proportions les plus élevées : comme en témoigne la figure suivante :

Figure 10 : Pourcentage de jeunes de 15 à 24 ans inscrits à un programme de formation professionnelle, par sexe (%) par pays 2016-2020



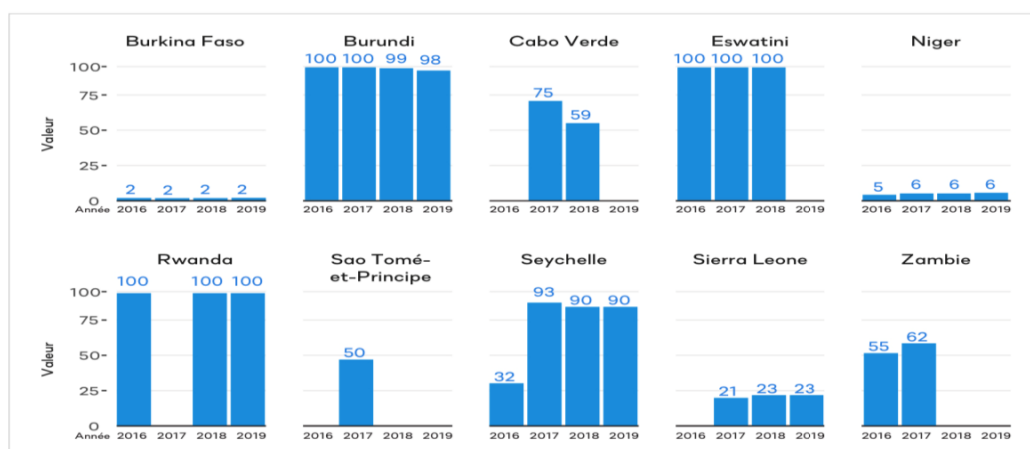
- **Os 9 : Redynamiser et accroître l’accès à l’enseignement supérieur, à la recherche et à l’innovation en vue de relever les défis du continent et promouvoir la compétitivité mondiale**

Il se penche sur l’enseignement supérieur, la recherche et le développement des capacités. Il tente aussi de mettre en évidence les questions régionales prioritaires en matière d’employabilité et de développement technologique.

- **Os 10 : Promouvoir l'éducation pour la paix, ainsi que la prévention et la résolution des conflits à tous les niveaux d'éducation et pour tous les groupes d'âge**

Il vise à promouvoir l'éducation au VIH et à la sexualité fondée sur les compétences utiles pour la vie. La figure suivante montre l'évolution de ce dernier.

Figure 11 : Pourcentage moyen d'écoles primaires qui dispensent une éducation au VIH et à la sexualité fondée sur les compétences utiles pour la vie par région, 2016-2020

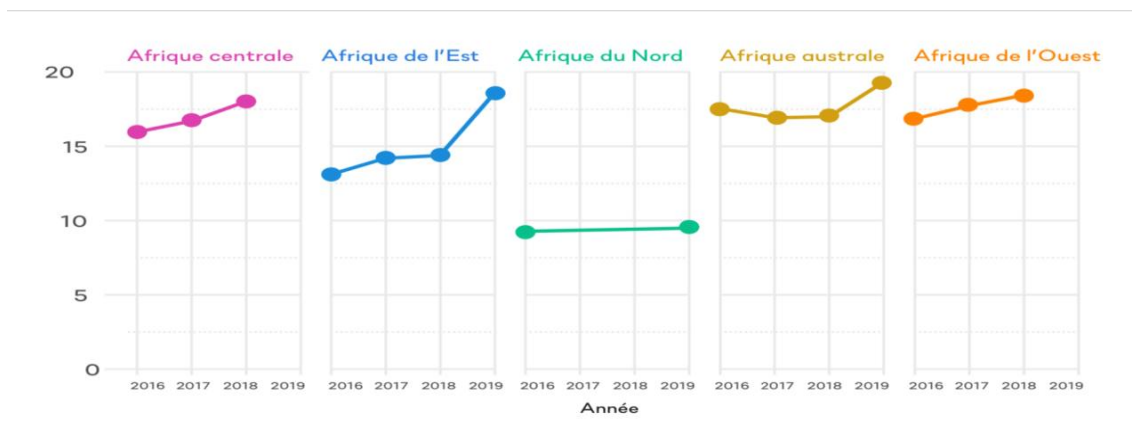


Source : Rapport UNESCO de la région Afrique (2021)

- **Os 11 : Améliorer l'administration du système éducatif ainsi que l'outil statistique en renforçant les capacités de collecte, de gestion, d'analyse et de communication et d'usage des données**
- **Os 12 : Organiser une coalition de toutes les parties prenantes pour animer et soutenir les initiatives nées de la mise en œuvre de la CESA 16-25**

Cependant, dès lors que l'UA a mise en œuvre les politiques de la CESA, nous avons remarqué une augmentation considérable des dépenses publiques pour l'éducation dans le budget général de l'État à l'exception des pays de L'Afrique du Nord. Comme en témoigne la figure suivante :

Figure 12 : Dépenses publiques pour l'éducation exprimées en pourcentage des dépenses totales du gouvernement en moyenne par région, 2016-2019



Source : Rapport UNESCO de la région Afrique (2021)

II. Les stratégies de développement dans le domaine de la santé :

La santé et le développement humain sont deux domaines étroitement liés qui concernent le bien-être et l'épanouissement des individus. Elle fait référence à l'état physique, mental et social d'une personne. Elle englobe non seulement l'absence de maladie, mais aussi la promotion du bien-être et de la qualité de vie. C'est dans ce cadre qu'une politique de promotion de la santé à vue le jour en Afrique afin de garantir une évolution imminente de la santé publique dans la région. La promotion de la santé est alors d'une importance capitale en Afrique, en raison de la situation précaire de la région en ce qui concerne les déterminants sociaux de la santé. En effet, l'Afrique connaît un triple fardeau des maladies transmissibles, non-transmissibles et socio-comportementales raison pour laquelle elle peine à relever le défi de l'ODD numéro 3 (une bonne santé et un bien être pour tous).

Cependant avant d'évoquer les perspectives et stratégies développement en Afrique dans le cadre de la promotion de la santé, il est impératif pour nous de faire un bref rappel des différents maux des systèmes de santé africains.

a. Les différentes problématiques que rencontre la promotion de la santé en Afrique :

La santé en Afrique est confrontée à plusieurs problèmes importants, notamment :

- L'accès limité aux soins de santé :

De nombreux pays africains font face à des défis en termes d'accessibilité aux soins de santé de base. Les infrastructures de santé sont souvent insuffisantes, en particulier dans les zones rurales, ce qui rend difficile pour de nombreuses personnes d'obtenir les services médicaux dont elles ont besoin.

- L'accroissement des Maladies infectieuses :

L'Afrique est confrontée à une charge élevée de maladies infectieuses telles que le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose, l'hépatite, le Virus Ébola et récemment de la Covid-19. Selon les récents rapports publiés par l'OMS, on apprend que 72% des décès en Afrique sont dus aux différentes maladies infectieuses. Pourtant ces décès pourraient être évitables. Nous pouvons le constater grâce au tableau suivant :

Tableau 3 : Quelques données sur le VIH/ SIDA

Région	Adultes (> 15 ans) + enfants vivant avec le VIH	Adultes (> 15 ans) + enfants : nouvelles infections au VIH	Prévalence chez les adultes (15-49 ans) (%)	Adultes (> 15 ans) + enfants : décès dus au sida	Nombre d'orphelins
Afrique subsaharienne	24,7 millions	2,8 millions	5,9	2,1 millions	12 millions
Monde	39,5 millions	4,3 millions	1,0	2,9 millions	15 millions
Part de l'Afrique	63%	65%	ND	72%	80%

Source : Rapport de l'OMS pour la région Afrique (2009)

- La malnutrition :

La malnutrition reste un problème majeur en Afrique, touchant principalement les enfants. La malnutrition infantile affaiblit le système immunitaire, rendant les enfants plus vulnérables aux maladies et aux retards de croissance.

- Le manque de personnel de santé qualifié :

De nombreux pays africains font face à une pénurie de personnel de santé qualifié. Les médecins, les infirmières et les autres professionnels de la santé sont insuffisants en nombre et mal répartis, ce qui limite l'accès aux soins et la qualité des services de santé : comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 4 : Disponibilité du personnel médical dans la région Africaine

Personnel de la santé / Ressource	Mesure	Donnée
Médecins	Densité pour 1 000 habitants	0,22
Personnel infirmier	Densité pour 1 000 habitants	1,3
Sages-femmes	Densité pour 1 000 habitants	0,08
Dentistes	Densité pour 1 000 habitants	0,06
Pharmaciens	Densité pour 1 000 habitants	0,6
Nombre de lits d'hôpitaux	Par 10 000 habitants	9

Source : Rapport de l'OMS pour la région Afrique (2009)

- **Le faible financement de la santé :**

Les dépenses de santé en Afrique sont souvent insuffisantes, ce qui a un impact sur la disponibilité des ressources médicales et la qualité des soins. Les systèmes de santé manquent de financement adéquat pour investir dans l'infrastructure, l'équipement médical, la formation du personnel et les programmes de santé publique. Ainsi selon l'OMS (2009) les pays africains accordent moins de 5% de leurs budgets à la santé. Ce qui n'est pas du tout normal pour des pays qui sont confrontés à d'énormes infectieuses.

- **La charge croissante des maladies non transmissibles :**

En plus des maladies infectieuses, l'Afrique est confrontée à une augmentation des maladies non transmissibles telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète et le cancer.

- **Les conflits et instabilité politique :**

Les conflits et l'instabilité politique dans certaines régions d'Afrique entravent l'accès aux soins de santé, déplacent les populations et perturbent les systèmes de santé déjà fragiles.

- **L'énorme pratique de la médecine traditionnelle :**

Celui-ci entraîne l'automédication des populations : ce qui peut être à l'origine d'une aggravation ou détérioration de l'état de santé de ces derniers. Nous pouvons observer les caractéristiques de la médecine moderne à travers le tableau de comparaison suivant :

Tableau 5 : Caractéristique des médecines traditionnelles et modernes.

Caractéristique	Médecine traditionnelle africaine	Médecine dite « scientifique »
Nombre d'années d'utilisation par les Africains	Plusieurs millénaires	Quelques décennies
Approche	Holistique	Ciblée
Contexte	Publique	Personnelle/Intime
Automédication	Oui	Non
Réponse initiale à la maladie	Auto-diagnostic	Consultation systématique d'un professionnel de la santé

b. Les perspectives et stratégies pour le renforcement et la promotion des systèmes de santé Africain :

Les systèmes de santé africains sont dans un tel état de dégénérescence et de décrépitude qu'une véritable politique de santé s'impose pour améliorer le capital sanitaire africain, déficitaire qualitativement et quantitativement. Cette politique de santé en Afrique doit être dotée d'objectifs mesurables, concrets et ambitieux, adaptés dans le temps, afin de prévenir, soigner ou guérir les maladies qui entravent les activités familiales, professionnelles et sociales. Elle doit être soutenue par des moyens juridiques, institutionnels, humains, techniques, économiques, financiers et budgétaires pour prévenir l'apparition des maladies et améliorer la santé publique. Cependant, en raison de la diversité des États et des politiques de développement en Afrique, il est nécessaire de mettre en place des politiques sanitaires adaptées à chaque contexte pour répondre aux besoins spécifiques de chaque pays et de chaque société. La nouvelle politique de santé se démarque par :

2) Le financement, l'organisation et la gestion des systèmes de santé africains doivent être revus afin d'atteindre une situation sanitaire viable. D'où l'intervention du NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) en collaboration avec le projet CHOICE (Choosing Interventions that are Cost Effective).

3) Adopter une approche préventive au lieu des traitements en mettant l'accent sur la promotion de la santé et la prévention des maladies. Cela peut inclure des campagnes de sensibilisation, des programmes de vaccination, des conseils en matière d'alimentation et d'hygiène, ainsi que des mesures de prévention des maladies non transmissibles.

4) L'utilisation efficace des données et des technologies de l'information peut contribuer à améliorer la prise de décision, la planification des services de santé, la surveillance épidémiologique, ainsi que la prestation des soins et le suivi des résultats.

5) Le renforcement des effectifs et des compétences du personnel médical Africain : La promotion de la santé vise à renforcer les compétences individuelles et collectives en matière de santé. Cela peut inclure des programmes de formation et de développement des compétences dans les domaines de la santé, de l'hygiène, de la nutrition, de la santé maternelle et infantile, de la prévention des maladies, etc.

6) Renforcer une collaboration intersectorielle : La promotion de la santé en Afrique nécessite une collaboration étroite entre les différents secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, l'urbanisme, etc. Cette approche intersectorielle permet d'aborder les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé de manière globale.

7) La mise en œuvre d'une intégration plus rationnelle de la médecine traditionnelle.

Cependant, il est important de noter que ces stratégies de promotion de la santé en Afrique doivent être adaptées aux réalités locales, aux contextes socio-culturels et aux défis spécifiques de chaque pays³⁰.

III. Les stratégies de développement dans le domaine de l'emploi :

Le développement humain et l'emploi sont deux domaines interconnectés qui jouent un rôle essentiel dans la croissance économique et le bien-être des individus. En effet, l'emploi est un élément central du développement humain car il permet aux individus d'accéder à des revenus, de contribuer à la société et de réaliser leur potentiel. Lorsque les gens ont des emplois décents et productifs, cela favorise leur développement personnel, leur permet de subvenir à leurs besoins de base et d'améliorer leur qualité de vie.

Le lien entre développement humain et emploi est bidirectionnel. D'une part, un niveau élevé de développement humain, notamment en termes d'éducation et de compétences, favorise la création d'emplois de qualité. Des travailleurs bien éduqués et en bonne santé sont plus productifs, ce qui stimule la croissance économique et favorise la création d'emplois. D'autre part, l'emploi lui-même est un moteur du développement humain. Le travail décent et productif permet aux individus de développer leurs compétences, de renforcer leur estime de soi et de participer activement à la vie sociale. L'emploi offre également des possibilités d'amélioration des conditions de vie, en permettant l'accès à des ressources économiques, à la protection sociale et à d'autres avantages liés à l'emploi. C'est la raison pour laquelle au cours des quinze dernières années, le BIT, le PNUD, l'OCDE, l'UN-DESA, la Banque mondiale et d'autres acteurs ont accompli un travail d'analyse considérable sur le lien entre croissance, emploi et pauvreté d'où l'ODD numéro 8 qui est : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

Cependant, pour remédier à la situation de sous-emploi qui sévit en Afrique, que l'UA a tenu un sommet extraordinaire en 2016 à Ouagadougou sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique. La déclaration adoptée à cette occasion par les chefs d'Etat africains place la création d'emplois au centre des objectifs des différentes politiques économiques et sociales aux niveaux national, régional, continental en vue de la réduction durable de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vies des populations.

³⁰ Sanni, Y., Samuel, E, (2011), Accès et équité dans les systèmes de soins de santé

Dès lors, Les gouvernements africains et les organisations régionales mettent en œuvre différentes politiques pour favoriser la création d'emplois et lutter contre le chômage. Ces politiques visent à :

- Développer le secteur privé ;
- Promouvoir l'emploi des jeunes ;
- Faciliter l'accès au financement ;
- Mettre l'accent sur l'intégration régionale afin de renforcer les échanges commerciaux et les investissements entre les pays africains ;
- Investir davantage dans l'éducation et la formation professionnelle afin que chaque citoyen ait les compétences nécessaires pour intégrer le marché du travail.

Conclusion du chapitre :

En conclusion, les politiques d'éducation, de santé et d'emploi en Afrique jouent un rôle crucial dans la transformation économique et sociale du continent. En reconnaissant l'importance de ces domaines interconnectés, les gouvernements africains et les partenaires de développement travaillent ensemble pour renforcer les systèmes éducatifs, améliorer l'accès aux soins de santé et promouvoir la création d'emplois décents.

Ainsi, pour que ces politiques réussissent, il est essentiel de renforcer les partenariats entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales. Ensemble, ils peuvent mobiliser les ressources nécessaires, partager les bonnes pratiques et coordonner les efforts pour atteindre les objectifs communs d'éducation de qualité, de santé pour tous et d'emploi décent en Afrique.

CHAPITRE IV : Étude de cas et analyse comparative du développement humain au Maroc et au Niger

Introduction du chapitre :

Comme le développement humain est un sujet d'une importance capitale dans l'analyse des progrès réalisés par les nations à travers le monde, nous avons jugé nécessaire de faire une étude comparative sur le développement humain au Maroc et au Niger : deux pays situés respectivement en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest.

Le Maroc, avec son histoire riche et sa position stratégique, et le Niger, avec sa diversité culturelle et ses défis spécifiques, offrent un terrain propice pour analyser les disparités et les similitudes en matière de développement humain. Ainsi, en examinant les différents indicateurs et en analysant les politiques et les initiatives mises en place dans chacun de ces pays, nous pourrions mieux comprendre les facteurs qui contribuent au développement humain et identifier les domaines qui nécessitent une attention particulière. De ce fait, cette comparaison nous permettra de saisir les enjeux complexes liés au développement humain et d'explorer les voies potentielles pour améliorer les conditions de vie des populations marocaine et nigérienne.

Par conséquent, la première section de ce chapitre portera sur l'état des lieux et la dynamique du développement humain au Maroc. Subséquemment, nous analyserons l'état des lieux et la dynamique du développement humain au Niger, afin d'élaborer dans la troisième section une comparaison entre le développement humain au Maroc et Niger.

I. État des lieux et Dynamique de développement humain au Maroc :

Avant toutes choses, il nous ait d'une importance capitale de montrer l'évolution du profil démo-socio-économiques du Maroc à travers le tableau suivant :

Tableau 6 : Profil démo-socio-économiques du Maroc

Profil démo-socio-économique du Maroc: niveau et changements récents				
Indicateur	Situation de référence (Année entre parenthèses)	Situation récente (Année entre parenthèses)	Variation totale en % entre les situations, récente et de référence	Source des données (*)
Population en million	32 978 (2012)	36 313 (2021)	10,1	(1)
% des jeunes « 15-29 ans »	28,3% (2012)	24,6% (2021)	-13,1	(1)
Taux d'urbanisation en %	59,1% (2012)	63,9% (2021)	8,1	(1)
Espérance de vie à la naissance en années	75,0 (2012)	76,7 (2019)	2,3	(2)
Taux de mortalité maternelle pour 100 mille naissances vivantes	81,0 (2012)	70,0 (2017)	-13,6	(2)
Taux de mortalité des moins de 5 ans en pour mille	29,3 (2012)	22,4 (2018)	-23,5	(2)
Taux d'analphabétisme des « 10 ans et plus » en %	33,7 (2012)	24,1 (2019)	-28,5	(3)
Nombre moyen d'années de scolarité	4,3 (2012)	5,5 (2019)	27,9	(3)
Taux d'activité de la population en %	48,4% (2012)	44,8% (2020)	-7,4	(4)
Taux de chômage en %	9,0% (2012)	11,9% (2020)	32,2	(4)
Taux de féminisation de la population active en %	26,3 % (2012)	22,6% (2020)	-14,1	(4)
RNB par habitant en \$ US PPA (2017)	6493,7 (2012)	7389,5 (2019)	13,8	(2)
PIB par habitant en \$ US PPA (2017)	6625,5 (2012)	7537,5 (2019)	13,8	(2)
Indicateur de développement humain, IDH	0,653 (2012)	0,686 (2019)	5,1	(2)
Taux de pauvreté absolue en %	7,1 (2012)	1,2 (2019)	-83,1	(3)
Taux de vulnérabilité en %	15,7 (2012)	7,3 (2019)	-53,5	(3)
Taux de pauvreté relative en %	21,4 (2012)	17,7 (2019)	-17,3	(3)
Taux de pauvreté multidimensionnelle en %	4,7 (2012)	2,7 (2017)	-42,6	(3)

Taux de pauvreté subjective (sentie) en %	46,6 (2012)	44,8 (2019)	-3,9	(3)
Indice de Gini des dépenses annuelles (moyennes par personne (damp)	0,398 (2012)	0,38 (2019)	-4,5	(3)
Ratio de Palma des damp	1,9 (2012)	1,5 (2019)	-21,1	(3)
Indice d'Atkinson des damp	23,9 (2012)	19,4 (2019)	-18,8	(3)
Rapport Hommes/Femmes des nombres d'années de scolarité	1,6 (2012)	1,47 (2019)	-8,1	(3)
Indice du développement du genre	0,821 (2012)	0,868 (2019)	5,7	(3)
Taux d'homicide pour cent mille personnes	1,2 (2012)	1,4 (2018)	16,7	(2)
Taux d'accès à l'eau potable	73,7 (2012)	81,0 (2019)	9,9	(3)
Taux d'accès à l'électricité	95,2 (2012)	98,3 (2019)	3,3	(3)
Taux d'accès à l'assainissement	89,4 (2012)	95 (2019)	6,3	(3)
Taux d'accès à l'internet	46,0% (2012)	80,8% (2019)	75,7	(3)

(*) Sources de données :

(1) : HCP, Projections de la population in www.hcp.ma ;

(2) : PNUD : base de données des Rapports sur le développement humain, in hdr.undp.org/en/content/database ;

(3) : ONDH, enquête panel de ménages ;

(4) : HCP, Notes sur la situation du marché du travail en 2012 et 2020, in www.hcp.ma.

Source : Rapport national marocain sur le développement humain (2020)

1. Qualité du développement humain : État des lieux et avancés :

Comme indiqué dans les chapitres précédents, la qualité du développement humain est appréciée à travers celles du niveau de vie, de l'éducation et de la santé. Ainsi, au Maroc, nous observons une progression remarquable réalisée entre 2012 et 2019 dans ces différents domaines :

a. La qualité du niveau de vie :

Sur le plan du niveau de vie, des progrès significatifs ont été réalisés au Maroc en termes de réduction de la pauvreté multidimensionnelle, absolue et de la vulnérabilité. L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est passée de 4,7% à moins de 3%, la pauvreté absolue de 7,1% à 1,2%, et la vulnérabilité de 15,7% à 7,3%. Malgré ces avancées, des écarts importants persistent, notamment sur le plan territorial et social, ce qui fait de la pauvreté et de la vulnérabilité des caractéristiques prédominantes en milieu rural. En 2019, la pauvreté relative, mesurée à 60% de la médiane des dépenses de consommation par habitant, touchait 17,7% de la population marocaine, avec des taux de 6,4% en milieu urbain et de 36,7% en milieu rural. La pauvreté subjective, affectant 44,8% de la population, est également plus fréquente en milieu rural (58,4%) qu'en milieu urbain (38,6%)³¹. Ces disparités sont liées à des facteurs tels que l'insécurité sociale et financière, la précarité de l'emploi, le chômage des jeunes, ainsi qu'à l'impact de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle. Dans ces domaines, les déficits sont plus prononcés en milieu rural qu'en milieu urbain.

On observe également des améliorations significatives dans l'élargissement des services sociaux, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, l'électricité, l'assainissement liquide et solide. La proportion des ménages ayant accès à l'eau potable a augmenté d'environ un point de pourcentage chaque année, atteignant 81,0% à la fin de la période. Bien que l'accès à l'eau potable soit presque généralisé dans les zones urbaines (95,7% en 2019), cette proportion a principalement augmenté dans les zones rurales, passant de 35,3% à 49,0%. Malgré cette amélioration, la moitié des populations rurales n'avaient toujours pas accès à l'eau potable en 2019³².

En revanche, l'accès à l'électricité a atteint près de 98,3% à l'échelle nationale en 2019 et est quasi-généralisé tant dans les zones urbaines que rurales. L'accès à l'assainissement liquide est également quasi-généralisé dans les zones urbaines (99,7%) et devrait l'être bientôt dans les

³¹ ONDH, (2020), Rapport sur le DÉVELOPPEMENT HUMAIN au Maroc

³² Idem

zones rurales (90,3%). Dans tous les cas, il y a eu une progression d'environ 23 points de pourcentage de l'accès à l'assainissement liquide dans les zones rurales entre 2012 et 2019.

En ce qui concerne l'assainissement solide, bien qu'il ait progressé de trois points de pourcentage entre 2012 et 2019, le taux d'accès reste limité. Seulement 70,4% des ménages à l'échelle nationale avaient accès à l'assainissement solide en 2019 (95,0% dans les zones urbaines et 16,9% dans les zones rurales).

Une hausse a été aussi enregistrée s'agissant du pourcentage des ménages ayant accès à un dispensaire ou centre de santé dans un rayon de moins de 5 Km, qui s'établit à 64,3% en 2019.

b. La qualité de l'éducation :

La question de l'éducation est un défi majeur pour le développement au Maroc. Bien que des progrès indéniables aient été réalisés pour garantir l'accès à l'enseignement primaire, l'accès à l'éducation dans les autres niveaux reste particulièrement limité. Cela entraîne un risque important d'abandon scolaire qui menace de nombreux enfants en âge scolaire. De ce fait, le niveau de formation des élèves marocains reste insuffisant. Les résultats des évaluations internationales TIMSS et PIRLS mettent en évidence le retard des élèves marocains dans l'acquisition des connaissances fondamentales. En ce qui concerne le test PIRLS, le Maroc continue de figurer parmi les pays les moins performants du classement international, même si des progrès significatifs ont été réalisés entre 2011 et 2016, avec une augmentation des scores passant de 310 à 358. Le Maroc affiche également des résultats bien inférieurs à la moyenne internationale selon les évaluations TIMSS, le plaçant parmi les pays les moins performants. En quatrième année, le Maroc s'est classé à la 47ème place sur 49 pays participants en mathématiques, avec un score de 377 points, et à la 46ème place sur 47 pays participants en sciences, avec un score de 352 points. En huitième année, il s'est classé à la 37ème place sur 39 pays participants en mathématiques, avec un score de 384 points, et à la 36ème place sur 39 pays participants en sciences, avec un score de 393 points (ONDH, 2020).

Les évaluations nationales mettent en évidence des écarts importants dans la prestation des services éducatifs dans les écoles primaires au Maroc. L'étude IPSE réalisée par l'ONDH en 2017 révèle l'existence d'inégalités scolaires significatives liées aux disparités territoriales, ce qui explique les faibles performances scolaires dans les zones défavorisées du pays. Dans ces zones, l'accès aux manuels scolaires n'est pas universel, avec un élève sur cinq n'en ayant pas. De plus, seulement 67,5% des classes disposent du matériel didactique minimal et 68,1% des écoles ne bénéficient pas des infrastructures minimales, telles que des toilettes adéquates et fonctionnelles.

L'étude IPSE révèle également que 67,6% des enseignants obtiennent une note supérieure ou égale à 80/100 en mathématiques, avec une légère avance dans le secteur privé (70,0% contre 67,2% dans le secteur public). Cependant, la majorité des enseignants présentent des lacunes importantes en matière de maîtrise des langues. Seuls 4,2% des enseignants ont obtenu une note supérieure à 80/100 en arabe et 0,8% une note supérieure à 70/100 en français. Cette situation soulève des préoccupations quant au niveau de compétence linguistique des enseignants, ce qui pourrait entraver l'amélioration de la qualité de l'apprentissage et compromettre la réalisation de la Vision stratégique 2015-2030.

c. La qualité de la santé :

Les dépenses totales de santé au Maroc ont connu une légère augmentation, passant de 4,2% du PIB en 2000 à 5,5% du PIB en 2018. Cependant, ce niveau reste inférieur à celui des pays voisins tels que l'Algérie (7,1% du PIB), la Tunisie (6,7% du PIB) et la Jordanie (6,3% du PIB). La part des dépenses du Ministère de la Santé dans le budget général de l'État a également augmenté de 4% à 7,7% entre 2000 et 2018, mais reste en deçà du taux de 9% recommandé par l'OMS. Ces conditions font que les patients sont principalement responsables du financement du système de soins, notamment par des paiements directs, ce qui crée des inégalités importantes, car les ménages les plus défavorisés risquent de ne pas avoir accès aux soins. Ce qui nous amène à dire que l'offre de soin au Maroc se trouve dans une position défavorable par rapport aux pays voisins, tant en termes de ressources humaines que d'infrastructures de santé. Par exemple, en 2018, le nombre de médecins s'élevait à 71 pour 100 000 habitants, comparé à une moyenne mondiale de 149 médecins pour 100 000 habitants.

Les infrastructures de santé sont également insuffisantes. En 2018, le Maroc disposait de 9,9 lits d'hôpital pour 10 000 habitants et de 3,5 centres de santé et cabinets libéraux de soins de santé pour 10 000 habitants (ONDH, 2020). De plus, il existe une répartition inégale des infrastructures de santé à travers le pays, ce qui peut avoir un impact sur l'organisation des soins. Une évaluation réalisée par l'ONDH en 2017 a révélé que la généralisation du régime d'assistance médicale (RAMED) a mis à l'épreuve le système public de soins. Cette généralisation n'a pas été accompagnée d'une amélioration correspondante du secteur hospitalier public, ce qui a entraîné une pression sur la qualité des soins et une augmentation de la charge de travail pour le personnel hospitalier, entraînant une dégradation de la situation et de l'image des services de santé publique.

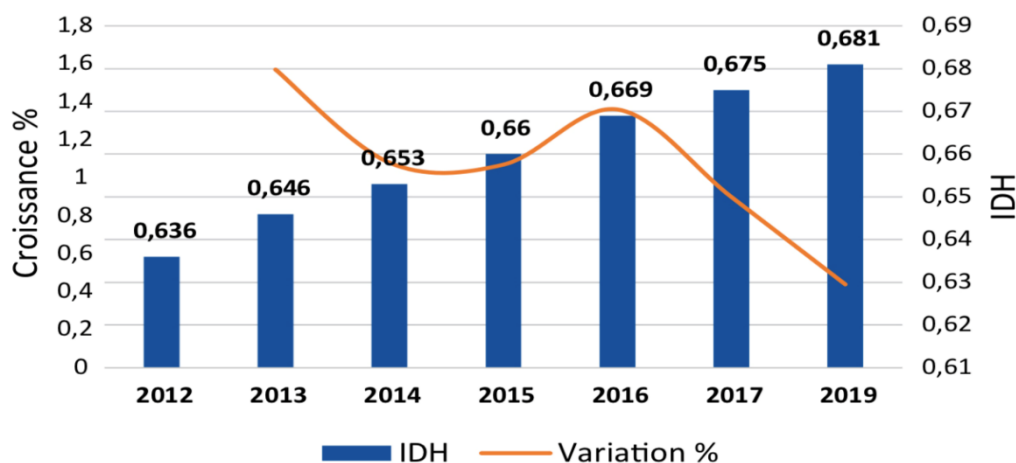
2. IDH et IDHN au Maroc :

a. L'IDH au Maroc :

Selon le rapport de ONDH publié en 2020, l'IDH du Maroc en 2019 était de 0,686 : un niveau de développement humain qui était inférieur de 9,7% à celui des pays à développement humain élevé, et 7,4% à la moyenne mondiale. Mais il était quand même supérieur de 8,7% à la moyenne des pays à développement humain moyen. Ce qui a permis au Maroc d'occuper le 121^e rang mondial et le 2^e rang dans le classement des pays à développement humain moyen. Néanmoins, pendant la période 2012-2019, l'Indice de développement humain (IDH) du Maroc a connu une croissance annuelle de 1,1%. Ce taux de croissance est supérieur à la moyenne mondiale ainsi qu'à celle des pays arabes. Cependant, il convient de noter que malgré cette croissance, l'IDH du Maroc reste nettement inférieur à la moyenne mondiale et à celle des pays arabes. Il est important de prendre en compte cette disparité lors des comparaisons, car généralement, plus le niveau de l'IDH est élevé, moins sa croissance est rapide. Cela est dû à la tendance à la saturation des indicateurs tels que l'éducation, la santé et le niveau de vie, qui sont pris en compte dans le calcul de l'IDH.

Cependant L'IDH du Maroc a connu une augmentation plus élevée (8,0%) que celle des pays ayant un niveau de développement humain moyen (6,4%). Cette progression a contribué à améliorer la position du Maroc sur l'échelle de l'IDH. Cependant, il est probable que cette tendance s'affaiblisse dans les années à venir. Entre 2012 et 2019, bien que l'IDH du Maroc ait continué d'augmenter, cette croissance s'est ralentie. Ce constat avait déjà été établi dans le précédent Rapport national sur le développement humain (ONDH, 2017). Il indique que le Maroc se rapproche du seuil d'accès au groupe de pays à développement humain élevé, mais que ses chances de rejoindre ce groupe sont compromises par ce ralentissement observé dans le domaine du développement humain : comme l'indique le graphique suivant :

Figure 13 : Niveaux et croissance de l'IDH de 2012 à 2019



Source : Rapport national sur le développement humain au Maroc (2020)

Cette baisse tendancielle de la progression de l'IDH découle d'un ralentissement de la croissance des indicateurs liés à l'espérance de vie scolaire, à l'espérance de vie à la naissance et au revenu par tête. De ce fait, cette perte de vitesse devrait interpeller les politiques publiques en matière d'éducation et de formation, de santé et de croissance économique car cette dernière a été amplifiée en raison de la crise sanitaire, économique et sociale due à la pandémie du Covid-19. C'est ce qui implique la baisse de l'IDH du Maroc depuis 2020.

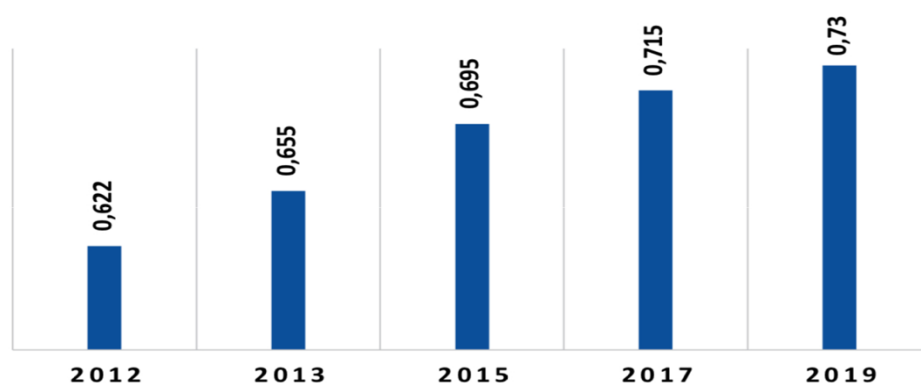
b. L'IDHN au Maroc :

L'IDHN se distingue de l'IDH par son niveau de corrélation plus élevé avec les attentes et aspirations des populations. Contrairement à l'IDH, l'IDHN est davantage influencé par la perception de la situation économique et sociale, de l'égalité des chances et de l'équité sociale par la population.

En 2019, l'IDHN marocain atteint 0,723. À l'instar de l'IDH, l'IDHN en milieu urbain dépasse de 19,1% celui enregistré en milieu rural. De plus, l'IDHN des hommes est supérieur de 5,1% à celui des femmes. Selon ces données, l'écart entre les sexes en termes d'IDHN est nettement inférieur à celui en termes d'IDH.

La croissance du développement humain au sens de l'approche ONDH a été de 2,3% par an entre 2012 et 2019. On remarque alors que la croissance de l'IDHN est supérieure à celle de l'IDH. Cela s'explique par la sensibilité relativement élevée des indicateurs fondamentaux de l'IDHN aux réalisations économiques et sociales récentes du pays, qui ne sont que partiellement prises en compte par l'IDH. On peut observer cela grâce au graphique suivant :

Figure 14 : Évolution de l'IDHN de 2012 à 2019

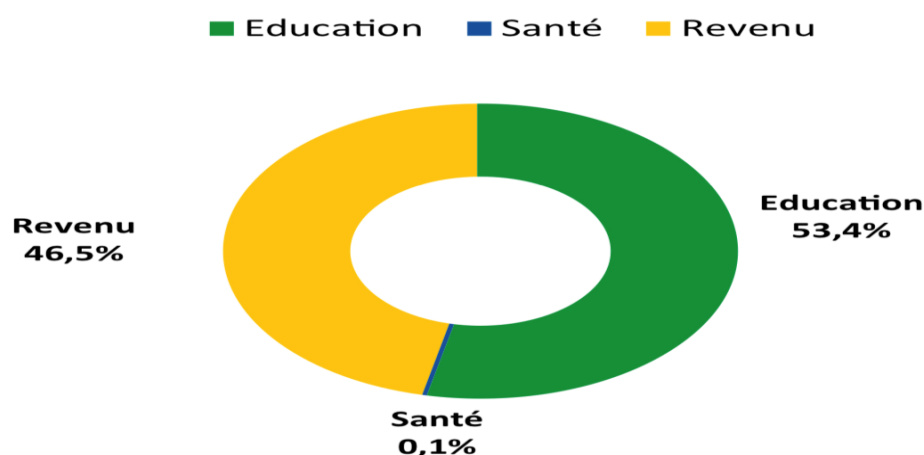


Source : Rapport sur le développement humain du Maroc (2020)

La croissance de l'IDHN découle d'une double augmentation, à la fois des dimensions matérielles du développement (2,5%) et du bien-être subjectif (1,8%). En d'autres termes, les changements observés et leur perception par la population contribuent positivement à la progression du développement humain au Maroc. Ces évolutions mettent en évidence le fait que le développement humain, mesuré par l'IDHN, reflète les résultats satisfaisants des récentes politiques publiques mises en place par le pays. Il est important de rappeler que si l'on se basait uniquement sur les indicateurs de l'Indice de Développement Humain (IDH), ce constat n'aurait pas été révélé. Cela aurait occulté le fait qu'entre 2012 et 2019, la progression du développement humain découle principalement des réalisations dans les secteurs sociaux, ce qui témoigne de la relative modestie du développement économique et de son impact sur l'inclusion et l'équité sociale. La section suivante analyse plus en détail la croissance des dimensions du développement humain selon l'approche de l'ONDH.

Il est important de souligner que l'IDH du Maroc est inférieur de 9,7% à celui du groupe de référence. Cet écart est entièrement attribuable au retard enregistré dans les domaines de l'éducation et du revenu (comme en témoigne la figure ci-dessous). Toutefois, dans le domaine de la santé, le Maroc a réussi à combler, voire à dépasser, l'écart qui le séparait du groupe de référence. En 2015, l'espérance de vie au Maroc était inférieure de 6,0% à la moyenne du groupe de référence, mais en 2018, elle a dépassé cette moyenne (76,5 années contre 75,1 années).

Figure 15 : Répartition du retard du Maroc en développement humain, par rapport aux pays à développement humain élevé (%).



Source : Rapport national de développement humain au Maroc (2020)

3. Les perspectives du développement humain au Maroc :

Le Maroc a réalisé des progrès significatifs dans divers domaines du développement humain au cours des dernières années. Des efforts ont été déployés pour améliorer l'accès à l'éducation, la qualité de l'enseignement et l'égalité des chances pour tous. Des politiques ont été mises en place pour réduire le taux d'analphabétisme, encourager la formation professionnelle et promouvoir l'éducation des filles.

Cependant il reste quand même plusieurs défis relevés à l'horizon 2030. C'est dans ce cadre que la coopération Maroc-PNUD continue d'élaborer plusieurs programmes pour la réalisation de l'ensemble des ODD tels que :

- Le Programme d'éducation intitulé : L'éducation à la citoyenneté comme moteur de développement lancé en 2022 par le PNUD et la banque mondiale ;
- Le programme de Financement digital élaboré par le PNUD et la Bank Al Maghrib ;
- Le programme pays 2023-2027, d'un montant global de 82 millions de US\$ élaboré par le PNUD et les partenaires nationaux afin de garantir la cohérence et la continuité des actions menées par le PNUD, tout en prenant en compte les nouveaux défis et les nouvelles priorités du pays. Ce programme vise : la transformation économique inclusive et durable, l'inclusion et la protection sociale, la gouvernance-résilience et le développement local.

II. État des lieux et Dynamique de développement humain au Niger :

1. Valeur de l'IDH et classement du Niger :

La situation du développement humain au Niger est très préoccupante en raison de plusieurs facteurs, tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'accès limité aux services de base et les problèmes de gouvernance. De ce fait, la valeur de l'IDH du Niger pour 2019 s'établit à 0.394 : ce qui place le pays dans la catégorie des pays à développement humain faible (PNUD,2020). Le Niger occupe alors le 189^e rang parmi 189 pays et territoires (c'est-à-dire qu'il occupe la dernière place dans le classement).

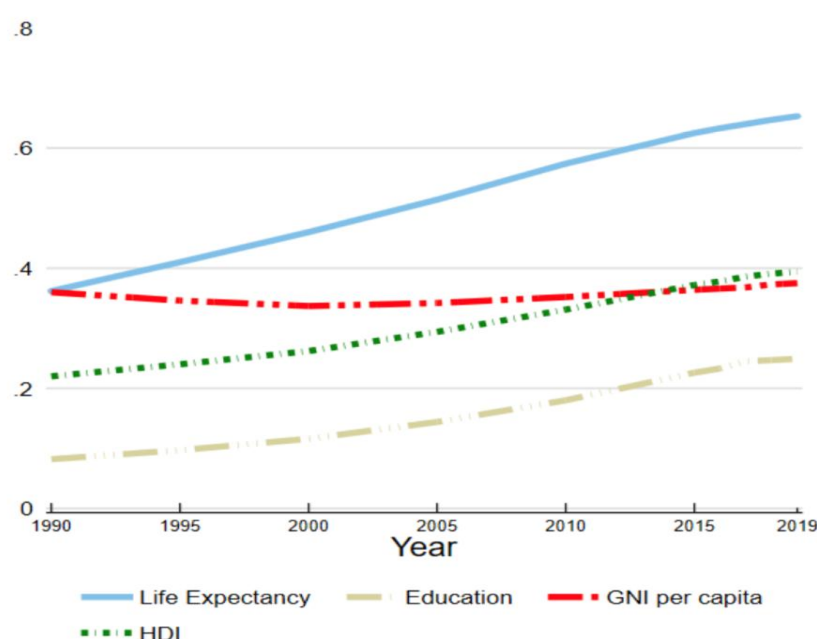
Cependant, entre 1990 et 2019, l'IDH du Niger a progressé, passant de 0.220 à 0.394 (soit une hausse de 79.1 %). Pendant cette période, l'espérance de vie à la naissance au Niger a augmenté de 18.9 années, la durée moyenne de scolarisation a augmenté de 1.4 années et la durée attendue

de scolarisation a augmenté de 4.4 années. Le RNB par habitant du Niger a également progressé de près de 10.7 % : comme en témoigne le tableau et figure suivants :

Tableau 7 : Évolution de l'IDH du Niger :

	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	RNB par habitant (dollars de 2017 en PPA)	Valeur de l'IDH
1990	43.5	2.1	0.7	1,085	0.220
1995	46.6	2.4	0.9	987	0.240
2000	49.9	2.9	1.1	928	0.262
2005	53.4	3.6	1.3	959	0.294
2010	57.3	4.7	1.5	1,028	0.331
2015	60.6	6.0	1.8	1,113	0.372
2016	61.1	6.1	1.9	1,131	0.378
2017	61.6	6.5	2.0	1,143	0.386
2018	62.0	6.5	2.0	1,179	0.391
2019	62.4	6.5	2.1	1,201	0.394

Figure 16 : Évolution des composantes de l'IDH du Niger entre 1990 et 2019



Source : Rapport national sur le développement humain au Niger (2020)

Malgré ces progrès réalisés, l'IDH du Niger en 2019 reste inférieur à la moyenne des pays du groupe à développement humain faible, établie à 0.513, et inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, établie à 0.547. Nous pouvons l'observer à travers le tableau suivant :

Tableau 8 : IDH du Niger comparé à celui de l'Afrique subsaharienne et des pays avec un IDH faible

	Valeur de l'IDH	Classement selon l'IDH	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	RNB par habitant
Niger	0.394	189 ^e	62.4	6.5	2.1	1,201
Afrique subsaharienne	0.547	/	61,5	10.1	5.8	3,686
IDH faible	0.513	/	61.4	9.4	4.9	2,745

2. Perspectives du développement humain au Niger :

Malgré ces défis, le Niger a réalisé certains progrès en matière de développement humain. Par exemple, l'accès à l'eau potable s'est amélioré ces dernières années, et des programmes de protection sociale ont été mis en place pour soutenir les populations vulnérables. Cependant, des efforts sont déployés pour améliorer la situation et promouvoir le développement humain dans le pays (Rapport ODD, 2020).

En ce qui concerne la santé, le Niger est confronté à des défis importants tels que la mortalité infantile élevée, la malnutrition, les maladies infectieuses et l'accès limité aux services de santé de base. Le gouvernement nigérien travaille en collaboration avec des partenaires internationaux pour améliorer les soins de santé, notamment en renforçant les infrastructures sanitaires, en fournissant des services de vaccination et en luttant contre les maladies endémiques.

Sur le plan de l'éducation, le Niger fait face à des taux d'analphabétisme élevés et à un accès limité à l'éducation de qualité, en particulier pour les filles. Le gouvernement a mis en place des programmes visant à améliorer l'accès à l'éducation, à réduire les disparités entre les sexes et à renforcer la qualité de l'enseignement. Cela comprend la construction d'écoles, la formation des enseignants et l'adoption de politiques favorisant la scolarisation des filles.

Le Niger est également confronté à des défis économiques, avec une grande partie de la population vivant dans la pauvreté et dépendant de l'agriculture de subsistance. Le gouvernement a élaboré des stratégies de développement économique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des infrastructures, afin de promouvoir la croissance économique et de réduire la pauvreté.

En matière de gouvernance, le Niger fait face à des défis liés à la corruption, à l'inefficacité administrative et à l'instabilité politique. Des efforts sont en cours pour renforcer les institutions, promouvoir la transparence et améliorer la gouvernance dans le pays.

III. Comparaison du niveau de développement humain entre le Maroc et le Niger :

Le développement humain du Niger et du Maroc présente des différences significatives en termes de progrès économique, d'indicateurs sociaux et de conditions de vie. Ainsi, lorsque l'on compare le développement humain du Niger et du Maroc, on constate des différences significatives en raison des disparités économiques, sociales et politiques entre les deux pays. Notre analyse comparative nous a alors permis de distinguer un écart assez important entre l'IDH du Maroc et celui du Niger. L'IDH qui est un indicateur synthétique du développement humain qui combine des données sur l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par habitant. Selon le rapport de développement humain des Nations Unies de 2020, le Maroc était classé 121^e sur 189 pays, tandis que le Niger était classé 189^e et dernier. Cela indique que le Maroc a un niveau de développement humain plus élevé que le Niger.

Ce retard observé par le Niger est imputable à plusieurs facteurs tels que : le faible niveau d'éducation, le faible niveau d'espérance de vie et les faibles revenus des populations.

Concernant le niveau d'éducation, le Maroc bénéficie d'un meilleur accès à l'éducation que le Niger. Le taux d'alphabétisation au Maroc est d'environ 73 %, tandis qu'au Niger, il est d'environ 29 %. De plus, le Maroc dispose d'un système éducatif plus développé avec des universités et des établissements d'enseignement supérieur bien établis.

S'agissant de la santé et de l'espérance de vie, le Maroc a un meilleur système de santé et une espérance de vie plus élevée que le Niger. Au Maroc, l'espérance de vie est d'environ 77 ans, tandis qu'au Niger, elle est d'environ 62 ans. Le Niger est confronté à des défis importants en matière de santé, tels que des taux élevés de malnutrition, de mortalité infantile et de prévalence de maladies infectieuses. Le Niger est souvent contraint de faire des évacuâmes sanitaires dans plusieurs pays dont le Maroc du fait de son faible système sanitaire.

Quant aux revenus et niveau de vie, le Maroc a un revenu par habitant plus élevé que le Niger. Le Maroc dispose d'une économie plus diversifiée, qui comprend des secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, l'industrie et les services, tandis que l'économie du Niger est

principalement axée sur l'agriculture et les industries extractives. En conséquence, le niveau de vie au Maroc est généralement plus élevé qu'au Niger. De ce fait, le Maroc a un PIB par habitant nettement plus élevé que celui du Niger. En 2021, le PIB par habitant du Maroc était d'environ 3 315 dollars, tandis qu'il était d'environ 440 dollars pour le Niger. Nous notons également que le Niger a un taux de pauvreté plus élevé que le Maroc. Environ 44% de la population nigérienne vit en dessous du seuil de pauvreté, tandis qu'environ 15% de la population marocaine est considérée comme pauvre.

Cependant, tous les deux pays présentent des inégalités régionales. Ainsi, au Maroc, les régions urbaines, comme Casablanca et Rabat, bénéficient généralement d'un niveau de développement humain plus élevé que les régions rurales. Au Niger, les écarts de développement sont également importants entre les zones urbaines et les zones rurales, avec des disparités en termes d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services de base.

Conclusion du chapitre :

En conclusion, il est clair que le développement humain au Maroc et au Niger présente des différences significatives. Le Maroc bénéficie d'un niveau de développement humain plus élevé avec un IDH qui lui permet d'appartenir au groupe des pays à développement humain moyen tandis que la valeur de l'IDH au Niger représente à peine la moitié de celle de ce dernier. Ainsi, les données révèlent des écarts importants dans les indicateurs clés tels que l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le PIB par habitant. Par conséquent, le Maroc présente des meilleures performances en termes d'éducation, de santé, de niveau de vie et d'opportunités économiques. Cependant, le Niger fait face à des défis importants, notamment en matière d'éducation, de santé et de pauvreté.

La comparaison entre ces deux pays met en évidence l'importance des investissements dans l'éducation, la santé et le développement économique pour améliorer le développement humain. Il est crucial pour le Niger de mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à renforcer son système éducatif, à améliorer l'accès aux soins de santé et à promouvoir le développement économique durable.

Conclusion Générale :

Au terme de ce travail de recherche, il est crucial de reconnaître que le développement humain ne se limite pas qu'aux chiffres économiques et aux statistiques. Il s'élargit également aux dimensions sociales, éducatives, sanitaires, environnementales et politiques qui déterminent le bien-être global des individus.

De ce fait, bien que l'Afrique ait connu une croissance économique remarquable au cours de ces dernières décennies, les défis auxquels elle est confrontée continuent d'entraver le développement humain dans de nombreuses régions en proie à diverses crises.

Cependant, pour relever ces défis de tous ordres, de nombreux pays ont mis en œuvre des politiques et des réformes visant à améliorer le développement humain, avec des résultats tangibles.

En conséquence, il urge de renforcer le plaidoyer pour le renforcement de la participation citoyenne, les initiatives éducatives novatrices, les programmes de lutte contre la pauvreté et les investissements dans les infrastructures. C'est en ce sens que des organisations telles que l'UA, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, l'ONU-FEMMES et bien d'autres, en collaboration avec les dirigeants nationaux œuvrent inlassablement à rendre viables les réformes visant à atteindre les objectifs de développement sur le long terme.

Aussi, les leçons tirées de l'étude comparative entre le Niger et le Maroc, deux pays africains, ayant comme IDH 0,394 et 0,686, classés respectivement 189^e et 121^e au rang mondial nous permet de voir l'importance pour un pays d'avoir une économie diversifiée, une stabilité politique et sécuritaire. Cette étude comparative peut alors servir de base pour orienter les politiques et les initiatives futures visant à promouvoir un développement humain équitable et durable en Afrique en tenant compte des spécificités de chaque pays en lien avec les opportunités et défis contextuels.

Ainsi, au regard de tout ce qui précède, force est de constater qu'en investissant dans les personnes et en leur offrant des opportunités égales en termes de chances et de traitement, l'Afrique peut bâtir un avenir meilleur pour tous ses citoyens et contribuer ainsi à l'avènement d'un monde plus juste et plus prospère.

Mais alors, les financements alloués aux pays africains sont-ils suffisants pour favoriser un développement durable ou bien ne sont-ils que du saupoudrage ?

Bibliographie et webographie :

- Becker, G. (1994), Human Capital
- Fraisse-D'Olimpio, S. (2009), Les fondements de la théorie du capital humain
<https://ses.ens-lyon.fr/ses/articles/a-les-fondements-de-la-theorie-du-capital-humain-68304>
- Greff, A. (2006), Comprendre le développement humain
- Guerid, O. (2019), Le développement humain : les dimensions d'un concept
https://www.researchgate.net/publication/333058346_Le_developpement_humain_les_dimensions_d'un_concept_Human_development_the_dimensions_of_a_concept
- Haji, R. (2011), Education croissance économique et développement humain, le cas du Maroc. Mémoire de maîtrise en science politique à l'Université de Québec à Montréal
- ISS Afrique, (2022), L'Afrique est en train de perdre la bataille contre l'extrême pauvreté
<https://issafrica.org/fr/iss-today/lafrique-est-en-train-de-perdre-la-bataille-contre-lextreme-pauvrete>
- Lucas, R. (1993), Making a Miracle
- Nations Unies, (2020), Rapport sur les Objectifs de Développement Durable
- OMS, (2009), Rapport sur santé dans la région Africaine
- ONDH, (2020), Rapport sur le DÉVELOPPEMENT HUMAIN au Maroc, intitulé « Être jeune au Maroc de nos jours »
- PNUD, (1990), Rapport mondial sur le développement humain
- PNUD, (2006), Rapport sur le développement humain
- PNUD, (2009), Rapport sur la gouvernance en Afrique
- PNUD, (2020), Rapport national sur le développement humain : Niger
- Presses de l'université de Montréal, (2010), L'instabilité en Afrique et ses déterminants
- Ricardo, D. (1817), Principles of Political and Taxation
- Sanni, Y., Samuel, E, (2011), Accès et équité dans les systèmes de soins de santé
- Smith, A. (1776), La Richesse des Nations, p.309
- Sen Amartya, (1999), Development as Freedom, Anchor Books
- Sen Amartya, (2009), The Idea of Justice, Belknap Press
- UNESCO, (2021), Rapport de la région Afrique